



Munich Personal RePEc Archive

The impact of foreign relations between Sub-Saharan Africa and the Arab Golf states on African migrants in the region

Kohnert, Dirk

GIGA, Institute for African Studies, Hamburg

25 November 2023

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/119251/>
MPRA Paper No. 119251, posted 26 Nov 2023 08:35 UTC

L'impact des relations extérieures entre l'Afrique subsaharienne et les États arabes du Golfe sur les migrants africains dans la région

Dirk Kohnert ¹

*Le silence en vaut la peine: coopération entre l'Afrique du Sud et l'Arabie Saoudite*²



Source: caricature © [Rico Schacherl](#), Twitter, 18 Octobre 2018

Résumé : Dès 1991, Ali Mazrui affirmait que la mer Rouge n'était pas adaptée pour séparer l'Afrique de l'Arabie. Car les deux étaient inextricablement liés à travers les langues, les religions (en particulier l'Islam) et les identités du Sahara et de la mer Rouge dans une fusion historique de l'arabisme et de l'identité africaine. Leur séparation est étroitement liée à une tendance plus large dans laquelle le monde blanc a resserré ses rangs et créé un système d'apartheid mondial. Les origines historiques de la fracture Afrique-Moyen-Orient, à savoir H. Les visions de la mer Rouge et du Sahara comme frontières raciales et civilisationnelles créées par l'idéologie européenne des Lumières et les premiers expansionnismes coloniaux ont été renforcées par les régimes autoritaires postcoloniaux et les rivalités de la guerre froide, ainsi que par les courants nationalistes en Afrique, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. L'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis considèrent de plus en plus la Corne de l'Afrique comme leur « flanc de sécurité occidental ». Ils étaient unis dans leur désir d'empêcher l'influence croissante de la Turquie, de l'Iran et du Qatar dans cette partie du monde. Ces rivalités du Golfe ont constitué la base d'une coopération économique croissante avec l'ASS ainsi que d'alliances de soutien militaire et de sécurité, en particulier dans la Corne de l'Afrique. L'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis, qui sont devenus ensemble les plus grands investisseurs du Golfe en Afrique, se font concurrence, notamment avec le Qatar, qui a établi des ambassades dans la plupart des pays d'ASS. En outre, des acteurs étatiques et non étatiques du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord ont été étroitement impliqués dans la déstabilisation du Sahel dans les années 2010, notamment en fournissant un soutien militaire, de renseignement et idéologique aux États d'ASS et aux groupes terroristes. D'un autre côté, les États du Golfe sont devenus de plus en plus dépendants de la main-d'œuvre migrante et de l'augmentation constante de la migration de l'ASS vers ces pays, renforcée par l'afflux massif de pays africains d'origine des migrants compte tenu des restrictions imposées à la migration africaine vers l'Europe. Dès le VII^e siècle après J.-C., l'Arabie s'appuyait fortement sur la traite des esclaves et sur l'offre de main-d'œuvre en provenance d'ASS, fondée sur la philosophie selon laquelle il était légitime d'asservir les Noirs parce qu'ils ne valaient pas mieux que des animaux. Durant cette période, l'Afrique noire est devenue le plus grand dépôt d'esclaves du monde islamique. A ce jour, il existe d'importantes communautés de migrants et de diasporas africaines au Moyen-Orient. Leur présence a parfois contribué à perpétuer des opinions et des attitudes désobligeantes de longue date à l'égard de l'Afrique et de ses peuples. Ces attitudes, fondées sur une hiérarchie sociale arabo-centrée et exprimant le mépris des cultures africaines, restent répandues aujourd'hui et façonnent les relations sociales entre employeurs et migrants africains dans les émirats de la péninsule arabique.

Mots clés : [CCG](#), [Moyen-Orient](#), [Arabie](#), [États arabes du Golfe](#), [Afrique subsaharienne](#), [Mer Rouge](#), [Corne de l'Afrique](#), [Yémen](#), [Printemps arabe](#), [Sahel](#), [terrorisme islamiste](#), [traite négrière arabe](#), [nationalisme arabe](#), [Islam](#), [travailleurs migrants](#), [traite des êtres humains](#), [travail forcé](#), [Ethiopie](#), [Somalie](#), [Nigeria](#), [Ghana](#), [Turquie](#), [Iran](#), [Afro-Arabes](#), [Arabie Saoudite](#), [Emirats arabes unis](#), [Qatar](#), [Oman](#), [études africaines](#)

JEL-Code: D31, D62, D72, D74, E26, F22, F35, F51, F52, F53, F54, F55, H12, H56, N47, Z13

¹ Dirk Kohnert, expert associé, [GIGA-Institute for African Affairs, Hamburg](#). *Projet* : 25 Novembre 2023

² "SouthAfrica government quiet on #SaudiArabia human rights abuses ... ", © [Rico Schacherl](#), Twitter (X), Cartoon for @eNCA, 18.Octobre 2018.

1. Introduction

Caricature 2: *Division du travail saoudienne et qatarie en Afrique*



Source: © [Khalid Cherradi](#), *Africa-Cartoons*, 7. Juin 2017

À la lumière du [conflit israélo-arabe](#) actuel autour de [l'offensive israélienne de la bande de Gaza](#), la politique africaine d'[Israël](#) (Kohnert, 2023b), ainsi que celle des [États arabes](#), est devenue particulièrement importante, ne serait-ce que pour gagner des partisans, par exemple lors des votes à l'[ONU](#). L'impact des relations extérieures des États arabes du [Moyen-Orient](#) sur [l'Afrique subsaharienne](#) (ASS) et sur les migrants africains dans les États arabes du Golfe, tels que représentés par le Conseil de coopération du Golfe ([CCG](#)), c'est-à-dire sans [l'Irak](#) et le [Koweït](#), sera analysé ci-dessous.

Graph 1: *Carte des pays arabes bordant le golfe Persique*



Source: © SpLoT, Sudopeople, [Gulf Cooperation Council](#), Wikipedia

Le Conseil de coopération du Golfe ([CCG](#)), dont le siège est à [Riyad](#) (la capitale de [l'Arabie Saoudite](#)), a été créé en 1981 par les monarchies arabes de la péninsule arabique, [Bahreïn](#), le [Koweït](#), [Oman](#), le [Qatar](#), [l'Arabie Saoudite](#) et les [Émirats arabes unis](#) (EAU). Les intérêts du CCG en Afrique subsaharienne ([ASS](#)) étaient initialement motivés par sa détermination à restreindre les liens d'[Israël](#) avec les pays du continent. En outre, le CCG souhaitait, en raison de la hausse des prix du pétrole suite à la [guerre israélo-arabe du Kippour](#) de 1973, limiter les

difficultés rencontrées par les pays africains en développement dont ils recherchaient le soutien dans leur lutte diplomatique avec Israël (Kohnert, 2023b). Compte tenu de l'implication croissante de la République islamique d'[Iran](#) en Afrique et du fossé entre [chiites](#) et [sunnites](#), en particulier du conflit par procuration entre l'Iran et [l'Arabie saoudite](#), ainsi que de l'évolution de la dynamique politique dans le monde de l'après-[guerre froide](#), les questions de sécurité mutuelle, les investissements et le commerce avec les pays africains sont devenus de plus en plus importants (Bishku, 2022). Il existe cependant des différences significatives entre la [Chine](#), autre investisseur majeur en [ASS](#), et les pays du [CCG](#) en termes de flux d'[IDE](#) vers l'ASS. Les pays du CCG semblent principalement motivés par la sécurité alimentaire et les ambitions religieuses, tandis que les entreprises chinoises ont tendance à se tourner vers des pays riches en ressources naturelles. Ces différences sont principalement dues aux caractéristiques contextuelles des deux économies et systèmes politiques (Koku & Farha, 2020).

2. Histoire et principaux moteurs des relations du CCG avec l'ASS

Les activités extérieures de l'État saoudien en [Afrique subsaharienne](#), en particulier en [Afrique de l'Ouest](#), y compris au [Nigeria](#), qui compte de loin la plus grande population musulmane d'[ASS](#), ont véritablement commencé avec l'avènement des revenus pétroliers dans les années 1950 et se sont accélérées avec la création d'organisations internationales en Afrique les années 1960 et 1970. Elles ont coïncidé avec une période de lutte anticoloniale accrue en Afrique de l'Ouest. Ce contexte a accru l'attrait d'une voie islamique vers une modernité autodéterminée, [l'Arabie Saoudite](#) étant l'un des nombreux modèles possibles (Freitag, 2022). Depuis les années 1960, l'Arabie Saoudite a investi des milliards de dollars par les voies officielles et non-gouvernementales pour financer et promouvoir des activités religieuses et des causes islamiques en [ASS](#). Il a propagé le [wahhabisme](#), la forme d'islam particulièrement rigide et austère associée à l'establishment religieux du royaume, au sein des communautés musulmanes de presque tous les pays (Østebø, 2022). L'impact de l'Arabie Saoudite sur les musulmans du monde entier a été moins visible que celui de l'Iran de [Khomeini](#), mais son effet a été plus profond et plus durable (Kepel, 2006).

Graph 2: L'Arabie et l'histoire du wahhabisme



Source: © [Osborne, Thomas, d. 1767 Erondelle, Pierre, fl. 1586-1609, tr.](#)
de: [History of Wahhabism](#), en. Wikipedia

Les acteurs du [Moyen-Orient](#) et de [l’Afrique du Nord](#), tant étatiques que non-étatiques, ont également été étroitement impliqués dans la déstabilisation du [Sahel](#) dans les années 2010, notamment en fournissant un soutien militaire, de renseignement et idéologique aux États et groupes terroristes d’Afrique de l’Ouest (Coates, 2023).

Alors que les [Émirats arabes unis](#) et, dans une moindre mesure, [l’Arabie Saoudite](#) étaient en rivalité avec la [Turquie](#) ces dernières années, la situation politique est devenue beaucoup plus complexe, le [Qatar](#) tentant également d’accroître sa présence en Afrique en investissant dans la création de ses ambassades sur tout le continent. Parmi les pays du Moyen-Orient impliqués dans la région, seule la Turquie compte plus d’ambassades (Bishku, 2022).

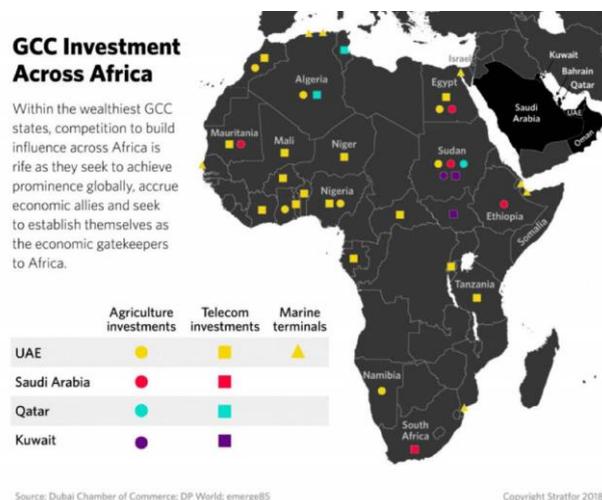
Caricature 3: Avant et après le [Printemps arabe](#) : les dirigeants militaires remplacés par les [mollahs](#)



Source: © [Khalid Albaih](#), Albaih, 2020

En outre, à la suite de la [pandémie de COVID-19](#), des signes d’évolution des relations ont été observés, indiquant un élargissement des liens diplomatiques et économiques mutuels et des partenariats émergents au profit à la fois des [États arabes du golfe Persique](#) et de [l’Afrique subsaharienne](#). Ce changement a été motivé par la récession induite par la pandémie et par la chute des prix du pétrole à des niveaux historiquement bas, ce qui a exposé leur vulnérabilité aux perturbations des chaînes d’approvisionnement mondiales et à leur dépendance excessive à l’égard des importations alimentaires. Le [CCG](#) était donc confronté à un nouvel environnement géopolitique (Yousef, 2022).

Graph 4: Et si les pays du Golfe utilisaient l’Afrique comme théâtre d’une guerre par *procuration* ?

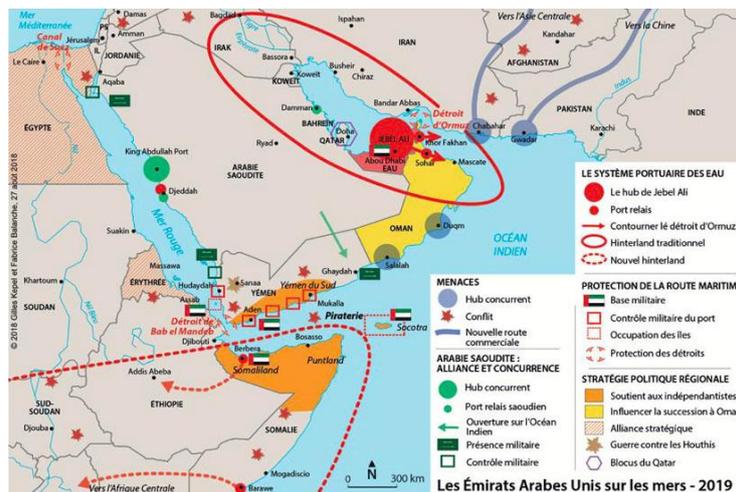


Source: © Saint Périer, 2018

Ses interventions étaient liées à la concurrence plus large entre les puissances régionales au lendemain des révolutions du [Printemps arabe](#), qui a accru la perception de menaces pour la sécurité du régime résultant de la montée de [l'Islam politique](#) et de l'expansion de l'influence régionale de l'Iran (Mourad, 2022).

En conséquence, la diversification économique et la sécurité alimentaire sont devenues des priorités politiques pour le [CCG](#). Une coopération accrue avec [l'Afrique subsaharienne](#) dans les domaines de l'agriculture et de l'agroalimentaire, par exemple, répondrait aux problèmes de sécurité alimentaire dans le Golfe tout en augmentant la productivité agricole et en construisant des [chaînes de valeur](#) en Afrique dans les domaines du développement de produits, de l'emballage et de l'industrie légère. Les [pays du Golfe](#) ont également cherché à accroître leurs investissements dans les infrastructures africaines de transport et de logistique pour soutenir les flux commerciaux entre les deux régions, tout en intégrant plus profondément l'Afrique dans les chaînes d'approvisionnement mondiales à travers les hubs du Golfe, comme le marché central des produits pétroliers des Émirats arabes unis et les grands centres raffinage régionales (Yousef, 2022).

Graph 5: La Corne de l'Afrique au cœur des rivalités entre pays du Golfe



Source: © Saleh, 2019

Depuis juin 2017, le [CCG](#) est cependant divisé par un conflit entre le [Qatar](#) et le Quatuor arabe. [L'Arabie Saoudite](#), les [Émirats arabes unis](#), [Bahreïn](#) et [l'Égypte](#) ont boycotté le [Qatar](#). La principale raison de cette rupture était que les pays du Quatuor arabe s'opposaient au soutien du Qatar aux mouvements politiques islamistes au Moyen-Orient. Mais la crise du Qatar avec l'Arabie Saoudite et d'autres voisins du Golfe a des racines qui remontent à plusieurs décennies. Il existe depuis longtemps une compétition pour le leadership entre le Qatar et les Émirats arabes unis en tant que plus grand centre financier de la région. Le bloc anti-Qatar a également considéré le Qatar comme trop amical envers [l'Iran](#) pendant plusieurs années, trop provocateur dans son soutien au réseau médiatique [Al Jazeera](#) et trop favorable aux [Frères musulmans](#) (Bouoiyour & Selmi (2020). Le Qatar a été invité à fermer son réseau médiatique financé par l'État Al Jazeera. Cela a créé une fracture profonde et durable avec des répercussions à travers le [Moyen-Orient](#) et la [Corne de l'Afrique](#) (Kinninmont, 2019). Une concurrence féroce pour les alliés s'est ensuivie entre les différentes factions impliquées dans [l'ASS](#), en particulier dans la Corne de l'Afrique, sur une ligne de fracture entre deux stratégies et philosophies de paix et de sécurité distinctement différentes (De Waal, 2019). Auparavant, les normes, principes et institutions multilatéraux développés en Afrique au

cours des 25 dernières années étaient appliqués. Ces dernières années, les politiques transactionnelles de l'argent et de la force des monarchies du Golfe ont pris le dessus: l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis ont utilisé des troupes et des bases africaines dans leurs opérations militaires contre le mouvement islamiste [Houthi](#) au [Yémen](#). Les [Émirats arabes unis](#) ont utilisé leur puissance financière pour promouvoir des alliances politiques, notamment [l'accord de paix entre l'Erythrée et l'Éthiopie](#). En outre, la coalition saoudienne-émiratienne et l'alliance Turquie-Qatar sont rivales pour l'allégeance des autorités politiques [somalienne](#)s (De Waal, 2019).

Apparemment, les États du Golfe ont utilisé l'Afrique subsaharienne comme champ de [bataille par procuration](#) pour régler leurs comptes. Elle est devenue la proie d'un nouvel impérialisme militaro-financier venu du Golfe. Le duo « belliciste » composé de [Mohammed Bin Zayed](#) (en abrégé « MbZ »), prince héritier d'Abou Dhabi, et de celui d'Arabie Saoudite, Mohammed Bin Salman (« MBZ »), s'est imposé comme une puissance militaire puissante, une « Petite [Sparte](#) », comme l'appelait ironiquement le secrétaire américain à la Défense [Jim Mattis](#) (Saint Périer, 2018). Elle a par exemple acquis les ports de [Berbera](#) en Somalie et d'[Assab](#) en [Erythrée](#), qu'elle utilise pour ses offensives au Yémen. Une série d'investissements à travers le continent est en train de créer un empire maritime et commercial. Le géant Dubai Port World ([DPW](#)) a acquis des terminaux au [Mozambique](#), au [Sénégal](#) et en [Algérie](#).

Certains signes indiquent que la « Petite [Sparte](#) » rêve même de devenir la nouvelle [Athènes](#). En mars 2018, DPW a signé un contrat avec la [RD Congo](#) pour la construction d'un port en eau profonde sur la côte atlantique, un projet de 1,2 milliard de dollars. Le [port de Banana](#), une langue de terre sablonneuse à l'embouchure du [fleuve Congo](#), bordant le parc marin des mangroves du Congo, accueillera 322 000 conteneurs par an lorsqu'il sera achevé en 2025 (Reuters, 2022). Le principal port congolais de [Matadi](#), situé à environ 120 km en amont de Banana, n'est pas assez profond pour accueillir les plus gros navires en provenance d'Asie et d'Europe, ce qui nécessite de transférer les marchandises sur des navires plus petits au port voisin de [Pointe-Noire](#), en [République du Congo](#) (Reuters, 2022). D'un autre côté, les gouvernements africains ont été entraînés dans un conflit qui n'a rien à voir avec eux ; en effet, c'est le seul continent où les États, à la demande des capitales du Golfe, ont ouvertement pris parti dans cette confrontation (Saint Périer, 2018).

Caricature 4: *Le Conseil de coopération du Golfe coupe les liens avec le Qatar*



Source: © Stephff, [Korea Times](#), *Opinion*, 6 June 2017 ³

³ « Stephff », de son vrai nom Stéphane Peray, est un dessinateur et artiste français basé à Bangkok, né à Paris en 1964 et vivant en Asie depuis 1989. Il est membre actif de '[Cartooning For Peace](#)', l'association créée par feu [Kofi Annan](#) (voir sa biographie sur les imprimés « cartoon for the soul », [artofstephff.com](#)).

Tandis que [Djibouti](#) et l'[Érythrée](#) soutenaient les pays assujettis au blocus, le [Soudan](#) et la [Somalie](#) restaient neutres, tandis que l'[Éthiopie](#) et le [Kenya](#) exprimaient leurs inquiétudes. Cela a laissé la [Corne de l'Afrique](#), et en particulier la [Somalie](#), dans une situation précaire (Dahir, 2022). Même si l'embargo commercial devait être levé, les profondes divisions et la méfiance entre les voisins du Golfe risquent désormais de devenir une caractéristique permanente de la politique régionale au sens large.

Plutôt que de considérer le [CCG](#) comme leur principale alliance régionale, les pays du Golfe recherchent désormais de nouveaux alignements (Kinnimont, 2019). Le différend entre le [Qatar](#) et ses voisins du Golfe devrait se poursuivre dans un avenir proche, la plupart des partenaires extérieurs cherchant à maintenir leurs relations avec les deux parties. Paradoxalement, les deux pays les plus durables politiquement de la région, le Qatar et les [Émirats arabes unis](#), chercheront activement à s'affaiblir mutuellement, au détriment considérable de la réputation de longue date du CCG en matière de stabilité politique axée sur les affaires (Kinnimont, 2019). La crise diplomatique a créé un nouveau Golfe sans vainqueur; elle a divisé davantage le monde arabe et musulman et contraint les petits États à faire des choix difficiles (Bouoiyour & Selmi, 2020). Enfin et surtout, l'arrivée de la [Chine](#), de la [Russie](#) et de la [Turquie](#) sur la scène africaine a ébranlé la « pax occidentalis » du système postcolonial (Bertrand, 2021; Kohnert, 2022; Kohnert, 2023a).

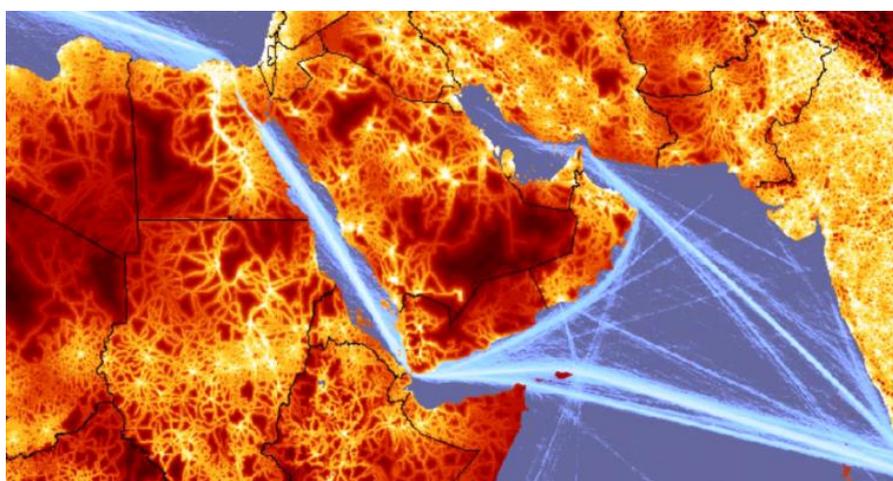
L'[Égypte](#) de [Gamal Abdel Nasser](#) était le précurseur de la diplomatie arabe moderne en [Afrique noire](#). La mort d'Abdel Nasser en 1969 et l'émergence ultérieure de [Mouammar Kadhafi](#) en [Libye](#) ont annoncé ce qui pourrait être considéré comme un continuum de la même tendance impériale arabe nassériste en Afrique noire (Nwaezeigwe, 2021). À partir de 1999, Kadhafi s'est détourné du [panarabisme](#) et a promu le [panafricanisme](#), notamment le rapprochement avec les nations occidentales. Il a joué un rôle de premier plan dans la création de l'[Union africaine](#) et en est même devenu le président de 2009 à 2010 (Ramutsindela, 2009). Pour lui, l'intégration est le moyen de réaliser le destin de l'Afrique. Il a promu l'intégration régionale comme un véritable mécanisme permettant d'atteindre la stabilité politique et un déplacement vers le haut de la souveraineté (Ajayi & Oshewolo, 2009).

L'Afrique a connu ces dernières années un niveau sans précédent d'implication du [Moyen-Orient](#) dans ses affaires régionales. L'[Égypte](#), l'[Iran](#), [Israël](#) et le [Qatar](#) étaient notamment impliqués, ainsi que l'[Arabie Saoudite](#) (Kohnert, 2023b). La [Turquie](#) et les [Émirats arabes unis](#), qui semblent déterminés à devenir des acteurs clés dans la [Grande Corne](#), construisent une série de [bases militaires](#) du [Soudan](#) à la [Somalie](#), contribuant ainsi à la militarisation en cours de la [mer Rouge](#) (Heibach, 2020). Les États du Moyen-Orient ont facilité les pourparlers de paix, par exemple au Soudan (Qatar, 2008-2011) et en Somalie (Arabie Saoudite, 2007 ; Turquie, depuis 2011), ainsi qu'entre [Djibouti](#) et l'[Érythrée](#) (Qatar, 2010-2017). Il n'y a pas si longtemps, les efforts de médiation concertés des Émirats arabes unis et de l'Arabie Saoudite ont abouti à un accord entre l'Érythrée et l'Éthiopie. Cela a finalement mis fin à leur guerre de 20 ans en septembre 2018 et a stimulé de nouvelles négociations entre Djibouti et l'Érythrée. Il a également facilité de nouvelles négociations sur le différend tripartite entre l'Égypte, l'Éthiopie et le Soudan concernant le [Grand barrage de la Renaissance](#) éthiopienne et le partage des eaux du [Nil](#). Cependant, la Corne de l'Afrique a également été touchée par les répercussions sécuritaires des récents conflits au Moyen-Orient. La crise intra-Golfe, qui oppose l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis au Qatar et à la Turquie, a eu des répercussions au point que l'Union africaine a discuté de ses retombées en janvier 2018 (Heibach, 2020).

Toutefois, les relations entre l'[Afrique subsaharienne](#) et les États arabes du Conseil de coopération du Golfe ([CCG](#)) n'ont pas été le seul ni le plus important facteur influençant les

affaires arabo-africaines. Outre l'ignorance réciproque pendant la majeure partie de la période qui a suivi la [Seconde Guerre mondiale](#) (Heibach, 2020), il existe une histoire commune des relations internationales entre les deux régions. Selon une thèse stimulante du professeur américain d'études africaines et islamiques d'origine kenyane de renommée internationale, [Ali Mazrui](#), [l'Arabie](#) et [l'Afrique](#) sont inextricablement liées par leur histoire commune et leur interaction culturelle, reflétées dans la migration mutuelle des personnes entre la péninsule arabique et l'Afrique, reliant les langues, les religions (en particulier l'Islam) et les identités à travers le Sahara et la [mer Rouge](#) dans une fusion historique de l'arabisme et des identités africaines dans le nouvel ordre mondial (Mazrui, 1992). Selon lui, la propagation de l'islam et l'arabisation de l'Afrique du Nord constituaient des contre-pouvoirs culturels qui cherchaient à contrebalancer le séparatisme géologique de la mer Rouge. Après tout, la majorité des Arabes vivent désormais sur le continent africain. La plupart des pays arabes se trouvent en Afrique. Il y a plus de musulmans au [Nigeria](#) que dans tout autre pays arabe, y compris l'[Egypte](#). De plus, les Arabes comme les Africains ont souffert de l'émergence d'un système « [d'apartheid](#) mondial », dans lequel le monde blanc resserre les rangs (Mazrui, 1992).

Graph 6: *La péninsule arabique et la mer Rouge, centre du trafic maritime mondial*



Source: © Uchida & Nelson, 2009 ; cité dans De Waal, 2019

Les origines de la division artificielle et conceptuelle entre le Moyen-Orient et l'Afrique et la vision de la mer Rouge et du Sahara comme frontières raciales et civilisationnelles remontent à la pensée européenne de [l'âge de l'illumination](#) et aux débuts de [l'expansionnisme colonial](#). Les régimes autoritaires postcoloniaux, les rivalités de la [guerre froide](#) et les courants [nationalistes](#) en Afrique, au Moyen-Orient, en Europe et aux États-Unis renforcent ces divisions (Aïdi & Lynch & Mampilly, 2020). Même si la [mer Rouge](#) risque de perdre son monopole sur le transit des marchandises entre l'Europe et l'Asie, face à la concurrence des [routes alternatives de l'Arctique](#) ou des [nouvelles routes de la soie chinoises](#), elle reste de la plus haute importance. Dans un avenir prévisible, elle conservera son rôle millénaire d'interface avec le continent africain en tant qu'axe commercial majeur entre l'Est et l'Ouest (Lavergne, 2022). Le fait que des frontières « appropriées » soient tracées entre différents phénomènes culturels, politiques et économiques a des implications politiques, sociales et culturelles importantes, définissant non seulement les limites de la citoyenneté et de l'inclusion, mais également les modèles d'exclusion et de domination raciales (Aïdi & Lynch & Mampilly, 2020). En outre, la militarisation rapide de la région, provoquée par l'établissement de plusieurs [bases militaires](#) dans la [Corne de l'Afrique](#) par les [États arabes du Golfe](#), a accru le niveau de conflit dans la région. Les États du Golfe considéraient la Corne de l'Afrique comme leur deuxième ceinture de sécurité (Zaghlami, 2019). [L'Arabie Saoudite](#) et les [Émirats arabes unis](#) considéraient notamment la région comme leur « flanc occidental

de sécurité ». Ils étaient unis dans leur désir d'empêcher l'influence croissante de la [Turquie](#), de l'[Iran](#) et du [Qatar](#) dans cette partie du monde. Ils considéraient le Qatar, qui avait ouvert le plus grand nombre d'ambassades en [Afrique subsaharienne](#), comme un facilitateur permettant à l'Iran de prendre pied sur le continent. Malgré le récent assouplissement des relations entre l'Arabie Saoudite et ses partenaires avec le Qatar, les intérêts [géostratégiques](#) et les principales divergences sont restés stables. Les pays africains continueront d'exploiter ces différences en attirant autant d'investissements et d'aide humanitaire que possible (Cherkas, 2023).

Toutefois, les [complexes de sécurité régionaux](#) (RSC) du [Moyen-Orient](#) ne s'étendent pas à ceux de la [Corne de l'Afrique](#). Les deux restent distincts et en cours de consolidation interne. C'est plutôt la forte polarité au Moyen-Orient, associée aux intérêts souvent congruents des États de la Corne de l'Afrique, qui explique le mieux le modèle actuel de leur interaction, d'autant plus que les États du Moyen-Orient poursuivent des stratégies qui font progresser leurs propres intérêts de sécurité aux dépens des États rivaux au sein de leur propre RSC (Cannon & Donelli, 2020). Le déplacement de la frontière occidentale du [Complexe de sécurité régionale du Moyen-Orient](#) (MERSC) vers l'intégration ou la subordination du Complexe de sécurité régionale de la Corne de l'Afrique (HOARSC) est dû non seulement à la proximité géographique et culturelle, mais aussi aux grandes disparités de richesse et d'armes entre les États HOARSC et MERSC, qui permettent la formation d'alliances asymétriques. Cependant, plutôt que d'intérioriser et de partager la dynamique et les intérêts de la rivalité du MERSC, les États du HOARSC ont cherché à capitaliser sur la rivalité du MERSC. Ils peuvent le faire précisément parce qu'ils ne font pas partie du même RSC et que leurs coûts pour le faire sont donc inférieurs (Cannon & Donelli, 2020).

3. Études de cas sur les relations du CCG avec l'Afrique

Caricature 5: *Comment le prince impitoyable d'Arabie Saoudite manipule le monde*



Source: © Hope, Bradley, *The Times*, 18 Juin.2023

Ce qui suit est une analyse détaillée des problèmes et du potentiel des relations extérieures de [l'Afrique subsaharienne](#) avec les [États arabes du Golfe](#) du Conseil de coopération du Golfe (CCG), notamment [l'Arabie Saoudite](#), les Émirats arabes unis (EAU), le [Qatar](#) et [Oman](#), ainsi que leurs impacts sur le sort des [migrants africains](#) dans la péninsule arabique.

3.1 Relations Arabie Saoudite-ASS

Caricature 6: *L'influence croissante de MBS et de l'Arabie Saoudite!*⁴



Source: © Gado, [Gado Cartoons](#), *Twitter* (X), 19.June 2023

L'islam [wahhabite](#) a joué un rôle crucial dans la construction de [l'État saoudien](#). Il est étroitement associé au mouvement [salafiste](#) depuis les années 1920. Cette situation a atteint son apogée lorsque l'Arabie Saoudite a servi de refuge aux frères musulmans égyptiens et syriens dans les années 1950 et 1960 (Freitag, 2022). Les activités extérieures de [Riyad](#) en [Afrique subsaharienne](#), notamment au [Nigeria](#), ont véritablement commencé lorsque les revenus pétroliers ont commencé à affluer dans les années 1950 et s'est accéléré avec la création de [l'OPEP](#) en 1960. Nigeria a joué un rôle clé dans le développement socio-économique, politique et culturel du continent, entre autres parce qu'il a été l'un des fondateurs de la [CEDEAO](#) et de [l'OUA](#). Les activités extérieures de [Riyad](#) ont coïncidé avec une période de [nationalisme](#) anticolonial accru en [Afrique de l'Ouest](#), où [l'islamisation](#) était considérée comme une voie alternative de [modernisation](#) autodéterminée. [L'Arabie Saoudite](#) a été présentée comme l'un des nombreux modèles possibles. Le gouvernement et les institutions saoudiennes se sont concentrés sur le soutien à l'éducation islamique et à l'activité [missionnaire](#), ainsi que sur l'aide aux pauvres, conformément à l'obligation islamique de la [zakât](#) (aumône). Depuis 1979, la rivalité saoudo-iranienne est devenue un facteur majeur de la politique étrangère de l'Arabie Saoudite à l'égard des pays africains musulmans, à laquelle s'est ajoutée ces dernières années la concurrence avec la [Turquie](#) (Freitag, 2022).

Le réseau diplomatique saoudien en [ASS](#) était autrefois établi dans les États à majorité musulmane du [Sahel](#), de [l'Afrique de l'Ouest](#), de la [Corne de l'Afrique](#) et de [l'Afrique du Sud](#). Elle s'appuie sur des diplomates expérimentés, présents en Afrique depuis les années 1970. C'est principalement par les voies officielles de l'État que le pouvoir de [Riyad](#) s'exerce en Afrique, les initiatives économiques du secteur privé étant encore très modestes (Augé, 2020).

Les relations diplomatiques entre le [Nigeria](#) et ses prédécesseurs précoloniaux, notamment le [califat de Sokoto](#), et [l'Arabie](#), remontent à plusieurs siècles. Ils se sont renforcés après [l'indépendance du Nigeria](#), lorsque l'islam et l'arabisation ont joué un rôle clé dans l'établissement des relations diplomatiques entre le Nigeria et [l'Arabie Saoudite](#). Les

⁴ « Maintenant, c'est parti pour la jugulaire : l'Afrique...!! », caricature de [Mohammed ben Salmane](#) (MBS), prince héritier et Premier ministre [d'Arabie Saoudite](#), sur [l'Afrique](#). © Gado, [Gado Cartoons](#), *twitter* (X), 19.Juin 2023.

investissements arabes ont joué un rôle clé dans la consolidation du système des émirats et dans l'introduction de la [charia](#) dans le nord du Nigeria en 1999. Plus récemment, les [immigrants clandestins](#) Nigériens en Arabie Saoudite, les arrestations, les détentions et les exécutions de Nigériens par les autorités saoudiennes ont été à l'origine de cette situation des tensions diplomatiques entre les deux pays (Jabo & Ubandawaki, 2021). De plus, le conflit saoudo-iranien a contribué à alimenter de violents affrontements au Nigeria entre le mouvement [Izala](#), soutenu par l'Arabie Saoudite, et le [Mouvement islamique](#) soutenu par l'[Iran](#) (Heibach, 2020).

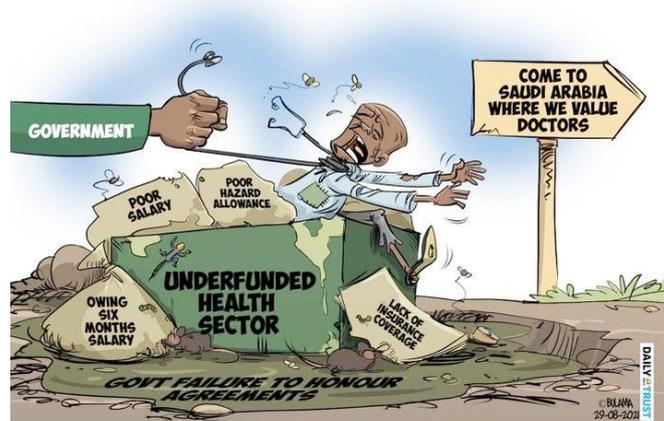
Caricature 7: « nous devons d'abord laver ça » Tapis rouge saoudien le président sud-africain [Ramaphosa](#) serre la main de [MBS](#)



Source: © Bbrandan Reynolds, [Business Day](#), 16 Octobre 2018

Enfin et surtout, un nombre croissant de [Nigériens](#) bien éduqués, comme les médecins et les enseignants, recherchent de meilleures conditions de travail en dehors de leur pays, que ce soit en [Grande-Bretagne](#) ou aux [États arabes du Golfe](#). C'est d'autant plus vrai qu'ils sont souvent mal payés dans leur pays et n'ont pas grand-chose à espérer en termes de retraite après des décennies de service à leur pays dans un secteur de la santé sous-financé. L'appel à plus de [patriotisme](#) tombera donc dans l'oreille d'un sourd.

Caricature 8: Piratage de médecins du Nigeria vers l'Arabie Saoudite



Source: © [Bulama's Cartoons](#), Facebook, 29 Août 2021

En outre, la [Corne de l'Afrique](#), qui comprend [Djibouti](#), [l'Éthiopie](#), [l'Erythrée](#), [Somaliland](#) et la [Somalie](#), se trouve à un carrefour économique et géopolitique, avec une importance croissante dans les complexités des [régions indo-pacifiques](#), africaines et de la [péninsule arabe](#). Le caractère stratégique que représentent ces territoires pour un nombre croissant d'acteurs extérieurs ainsi que pour les populations qui y vivent posent un défi considérable, notamment pour [l'Arabie Saoudite](#) voisine (Dupont, 2023).

Caricature 9: L'encre tentante de l'Arabie Saoudite⁵



Source: © Brandan Reynolds, 2022

3.2 Relations Émirats Arabes Unis – ASS

Caricature 10: Émirats arabes unis et Israël : normalisation ou formalisation?⁶



Source: © illustration by Erhan Yalvaç⁷, [Daily Sabah](#), [SETA](#), Ataman, 2020

⁵ Bulle : « prince Bin Salman... ça vous dérange si j'utilise votre stylo pour écrire mon bulletin hebdomadaire célébrant la liberté des médias ? » © Brandan Reynolds, [Business Live](#), *Business Day*, Afrique du Sud, 18 octobre 2022.

⁶ Le prince héritier d'Abu Dhabi [Mohammed bin Zayed](#) (MBZ) avec le Premier ministre israélien [Benjamin Netanyahu](#). « Le 13 août 2020, le président américain [Donald Trump](#) a déclaré que les [Émirats arabes unis](#) (EAU) et [Israël](#) étaient convenus de 'normaliser pleinement leurs relations diplomatiques'. Une déclaration conjointe des États-Unis, de l'État d'Israël et des Émirats arabes unis a été publiée. Le Premier ministre israélien [Netanyahu](#) a partagé le message de Trump et a considéré cette déclaration comme une étape 'historique' ». (Ataman, 2020).

⁷ « Erhan Yalvaç est diplômé du département graphique de l'École nationale des beaux-arts appliqués d'Istanbul en 1976-77. Il a travaillé dans le département graphique du journal *Aydınlık* jusqu'au coup d'État de 1980 et a dessiné des dessins animés. Il a travaillé comme graphiste et directeur artistique dans des agences de publicité

Les [Émirats arabes unis](#) (EAU) sont devenus l'un des principaux donateurs [d'aide au développement](#). Dans le passé, l'aide du pays était opaque et sa composition était peu connue. Cela a changé après 2009, lorsque les Émirats arabes unis ont commencé à fournir des données détaillées au niveau des projets au [Comité d'aide au développement](#) de l'[OCDE](#) (Cochrane, 2021). Cela a révélé que, contrairement aux idées reçues, le portefeuille d'aide n'était pas biaisé par l'identité ou la foi, mais était plutôt versé aux plus grands bénéficiaires en fonction d'objectifs idéologiques, politiques, économiques et militaires. En outre, les trois plus grands bénéficiaires, l'[Égypte](#), la [Serbie](#) et le [Yémen](#), ont reçu essentiellement un soutien budgétaire général sous forme de subventions et de prêts concessionnels (Cochrane, 2021).

Les partenaires régionaux privilégiés des [Émirats arabes unis](#) sont des dirigeants autoritaires, critiques à l'égard de [l'islam politique](#) et opposés aux [Frères musulmans](#). Il s'oppose également à l'expansion [iranienne](#) au [Moyen-Orient](#) (Steinberg, 2020). Cependant, la dimension anti-iranienne de la politique étrangère émiratie est bien moins prononcée que sa dimension anti-islamiste. Le gouvernement [d'Abou Dhabi](#) est convaincu que la structure transnationale du groupe islamiste est dangereuse et que si les Frères musulmans arrivaient au pouvoir dans des pays comme l'[Égypte](#), ils tenteraient de mobiliser leurs partisans dans les [États du Golfe](#), et notamment aux [Émirats arabes unis](#), contre leurs Gouvernements. C'est pourquoi les dirigeants émiratis soutiennent des gouvernements autoritaires ou des forces militaires en [Égypte](#), en [Libye](#) et, dans une moindre mesure, au [Soudan](#) (Steinberg, 2020).

Depuis les restrictions imposées par les politiques d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale, les Émirats arabes unis ([EAU](#)) sont devenus la nouvelle Terre promise des élites mafieuses africaines (Camara, 2021). Contrairement aux politiques des principaux donateurs occidentaux consistant à conditionner l'aide et l'investissement à la [bonne gouvernance](#) et à la [démocratisation](#), les Émirats ne se sont pas souciés du conditionnement politique de l'aide au développement. Comme la [Chine](#), ils ont vite compris les opportunités qu'ils pouvaient tirer des difficultés des États africains fragilisés par les [politiques d'ajustement structurel](#). Les Émirats n'ont pas hésité à aider l'élite africaine corrompue et profiteuse à consolider leurs réseaux d'investissement en Afrique (Camara, 2021).

Les [investissements](#) émiratis en [ASS](#) ont souvent été réalisés dans des conditions scandaleuses, par exemple par le biais [d'accaparement de terres](#) à grande échelle au [Soudan](#) et dans d'autres pays excédentaires. D'autres investissements ont porté sur les infrastructures, notamment les ports ([DP World](#)), l'aviation ([Emirates](#) (compagnie aérienne), les télécommunications, les assurances, la banque, l'agriculture et l'immobilier. Les investissements étaient parfois moins visibles, car ils étaient majoritairement réalisés par l'intermédiaire de [fonds d'investissement](#) ou de sociétés de grande envergure pays tiers, comme le [Maroc](#), où ils détenaient la majorité des droits de vote. Ils ont également participé, quoique le plus souvent indirectement, à des conflits, par exemple au [Soudan](#), où la population noire a été dépossédée au profit de l'élite du pouvoir arabe (Camara, 2021; Kohnert, 2023).

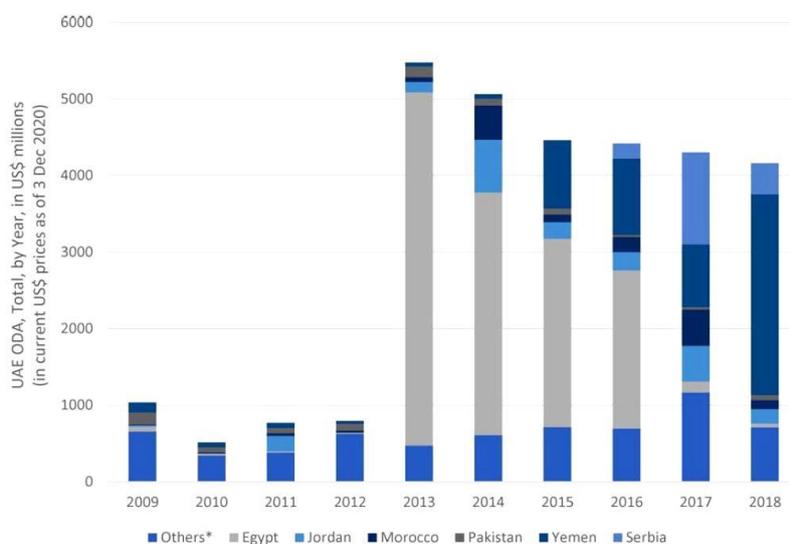
Les visions de construction nationale de la monarchie pour le XXI^e siècle, camouflées par un « [islam modéré](#) », se sont concentrées sur les stratégies de changement de marque national et son autonomisation géopolitique dans le Golfe et au Moyen-Orient (Kourgiotis, 2020). Même si « l'islam modéré » a été conçu pour générer un « pouvoir doux », il a également servi le

jusqu'en 1998. Il a peint et organisé des expositions entre 1998 et 2003. Il dessine toujours des peintures, des illustrations et des dessins animés. » ([BRIQ-journal](#), (*Belt & Road Initiative Quarterly*), consulté le 23 novembre 2023.

« pouvoir dur », comme le montre clairement l'endiguement de [l'islam politique](#). La tolérance religieuse a été principalement utilisée pour blanchir l'intolérance intérieure et l'interventionnisme agressif dans les affaires intérieures d'autres pays. Les dirigeants des [Émirats arabes unis](#) ont réussi à se positionner comme l'un des partisans les plus sérieux du dialogue interreligieux au monde et à faire évoluer l'agenda en leur faveur. Pendant ce temps, aux yeux des [États-Unis](#) et de certains autres partenaires occidentaux, la monarchie est présentée comme un « modèle éclairé » pour le reste de la région. Selon le plan *Dubai 2021*, la vision *Abou Dhabi 2030* et bien d'autres, les familles dirigeantes aspirent à se poser en puissances douces transformant les émirats en une plaque tournante mondiale de l'économie de marché, de la croissance verte et de la tolérance (Kourgiotis, 2020). Cependant, les problèmes de sécurité croissants ont également contraint les Émirats à recourir au « pouvoir dur », comme financer des partis et des milices anti-Frères musulmans, soutenir des coups d'État et diffuser des théories du complot pour discréditer les opposants. Cela pourrait être comparé aux [activités anticomunistes américaines](#) pendant la [guerre froide](#) ou au [modèle chinois](#), qui promouvait des campagnes de « puissance douce » sur les questions environnementales, le changement climatique, etc. tout en réprimant les dissidents et les groupes ethniques minoritaires dans le pays. En ce qui concerne leurs publics arabes et musulmans en [ASS](#), les dirigeants émiratis sont suffisamment prudents pour leur rappeler que loin d'assimiler les « valeurs étrangères et occidentales », ils redécouvrent simplement [l'âge d'or islamique](#) (IXe-XIIe siècles) et ravivent l'héritage de [Damas](#), [Bagdad](#) et [al-Andalus](#) (Kourgiotis, 2020).

Jusqu'en 2017, les relations des [Émirats arabes unis](#) avec l'[ASS](#) se concentraient principalement sur l'aide et le soutien politique aux organisations internationales conformes aux intérêts arabes. Le blocus du [Qatar](#) en 2017, mené par [l'Arabie Saoudite](#) et les [Émirats arabes unis](#), qui ont coupé la plupart de ses routes terrestres, maritimes et aériennes existantes, parfois appelé la nouvelle [guerre froide](#) arabe, s'est déroulé dans un paysage politique dans lequel les hypothèses sur le pouvoir et les intérêts ont été partiellement renversés par [l'administration Trump](#). Dans ce contexte de soutien unilatéral de Trump à [Israël](#), la médiation apparaît comme un intérêt mineur, une forme de pratique diplomatique considérée comme inefficace et donc sous-financée et non soutenue (Milton-Edwards, 2020).

Graph 7: APD totale des Émirats arabes unis par année, en millions de dollars américains aux prix courants au 3 décembre 2020



Source: Cochrane, 2021

Cependant, la crise intra-Golfe, qui a opposé [l'Arabie Saoudite](#) et les [Émirats arabes unis](#) au [Qatar](#) et à la [Turquie](#), a eu un impact tel que même [l'Union africaine](#) a discuté d'éventuelles retombées en janvier 2018 (Heibach, 2020). L'[Afrique](#) est devenue la principale région où la rivalité entre la Turquie et les Émirats arabes unis s'est intensifiée. Même si la Turquie a alloué davantage d'[APD](#) aux pays musulmans en général, sa principale motivation n'était pas basée sur des affinités religieuses et culturelles comme dans le cas des Émirats arabes unis, par exemple en [Somalie](#) (Mugurtay & Muftuler-Bac, 2023). En outre, les Émirats arabes unis se sont engagés dans une gestion proactive de la scène régionale. Elle a soutenu, en étroite coopération avec l'Arabie Saoudite, personnalisée par les relations étroites entre les deux princes héritiers [Mohamed bin Salman](#) (MBS) et [Mohamed bin Zayed](#) (MBZ), la [réconciliation entre l'Éthiopie et l'Erythrée](#) en 2018 (Lavergne, 2022). Elle a également soutenu financièrement la « transition démocratique » au [Soudan](#) en 2019. Par ailleurs, [Abou Dhabi](#) a privilégié le renforcement des partenariats avec la [Chine](#), à l'instar de [Dubai](#). Enfin, il a reconnu [Israël](#), devenu un partenaire privilégié dans le cadre des « [Accords d'Abraham](#) » signés avec [Bahreïn](#) à [Washington](#) en septembre 2020 (Lavergne, 2022).

Le [Fonds d'Abou Dhabi pour le développement](#), créé en 1971, par exemple, à l'instar des autres grands donateurs arabes traditionnellement conservateurs tels que [l'Arabie Saoudite](#) et le [Koweït](#), avait tendance à distribuer sa manne aux pays appartenant à la civilisation islamique et aux pays ayant des modes de vote similaires à ceux des pays arabes à [l'Assemblée générale des Nations Unies](#) (Neumayer, 2003). Les pays les plus pauvres [d'Afrique subsaharienne](#) étaient plus susceptibles de recevoir une aide bilatérale et multilatérale. Il en va de même pour les pays sans relations diplomatiques avec Israël. À cet égard, la répartition de l'aide arabe était très différente de celle des donateurs occidentaux (Neumayer, 2003).

[L'Arabie Saoudite](#) et les [Émirats arabes unis](#) ont signé des accords de coopération militaire qui élargissent et diversifient considérablement leur présence militaire en [Erythrée](#), à [Djibouti](#), au [Somaliland](#) et en [Somalie](#). Leur principale motivation était la [guerre au Yémen](#). [Abou Dhabi](#) souhaitait notamment prendre le contrôle de la côte yéménite, couper les routes d'approvisionnement des rebelles et intensifier les frappes navales et aériennes contre les forces [Houthis](#) et [Saleh](#) depuis un flanc sud (Abdi, 2017). En 2020, Abou Dhabi a également entamé des négociations avec [Kampala](#) ([Ouganda](#)) concernant le déploiement de soldats ougandais sur place (Heibach, 2020).

La modernisation des [forces armées des Émirats arabes unis](#) reposait sur plusieurs piliers pour assurer leur durabilité à long terme. Elle a été menée par la conclusion de partenariats de défense avec les puissances occidentales, l'augmentation de l'achat d'armes avancées, la mise en place d'une formation solide, l'introduction du service militaire et la mise en place de programmes d'éducation civique destinés aux jeunes et aux préadolescents pour les encourager rejoindre l'armée (Mourad, 2022)

Néanmoins, des doutes subsistent quant à la durabilité des récents déploiements de troupes par les [Émirats arabes unis](#) et la [Turquie](#) en termes de déploiements extraterritoriaux prospectifs, à long terme et soutenus. Les capacités de puissance réelles et latentes des deux États et leur charge globale en matière de sécurité contraignent et limitent les options d'utilisation d'instruments militaires à l'étranger dans la poursuite d'objectifs de politique étrangère. Cela a conduit la Turquie et les Émirats arabes unis à s'engager dans diverses formes de guerre à longue distance impliquant des partenaires locaux, des milices alliées et des mercenaires (Donelli & Cannon, 2023).

La course à l'influence actuelle est motivée à la fois par des impératives géo-économiques et de géo-sécurité, c'est-à-dire assurer un avenir post-pétrolier et se préparer à un futur conflit potentiel avec l'[Iran](#). Les [États du Golfe](#), menés par les Émirats arabes unis, ont considérablement augmenté leurs investissements dans les infrastructures, l'immobilier, l'hôtellerie, les transports et les télécommunications dans la [Corne de l'Afrique](#) (Abdi, 2017). [DP World](#), la société multinationale de logistique des Émirats arabes unis basée à [Dubai](#), a remporté des concessions pour gérer plusieurs ports aux mains de gouvernements nationaux et internationaux, notamment le [Somaliland](#) ([base navale de Berbera](#)), [Djibouti](#), [Bosaso](#) ([Puntland](#)), [Kismayo](#) (Autorité intérimaire de [Jubaland](#)) et plus récemment Barawe (Somalie du Sud, État du Sud-Ouest). Ainsi, les Émirats arabes unis ont poursuivi une stratégie « [Une Ceinture, Une Route](#) » dans la [Corne de l'Afrique](#), similaire à l'initiative [chinoise](#) de la [Ceinture et de la Route](#). Le [Fonds d'Abou Dhabi pour le développement](#) a également accordé des prêts et des subventions pour financer des projets d'infrastructure en [Somalie](#) et au [Kenya](#). Le Kenya achète désormais la majeure partie de son pétrole aux Émirats arabes unis et exporte en retour du café, du thé et des textiles (Abdi, 2017).

En mars 2022, les [Émirats arabes unis](#) ont pris la présidence du [Conseil de sécurité de l'ONU](#), pour la première fois depuis les années 1980, ce qui a permis de fixer l'ordre du jour sur des sujets clés qui les intéressent, notamment le « différend des trois îles » de longue date dans le [détroit d'Ormuz](#) entre le [Golfe Persique](#) et le [Golfe d'Oman](#) avec l'[Iran](#) et son approche plus stratégique de la [Corne de l'Afrique](#) (Oxford Analytica, 2021).

Caricature 11: *Si je perds les présidentielles, je m'installerais à Dubai comme influenceur*⁸



Source: © Damien Glez, [Jeune Afrique](#), 16 janvier 2023

En juillet 2023, les [Émirats arabes unis](#) (EAU) ont signé un accord minier de 1,9 milliard de dollars avec la [République démocratique du Congo](#). Il s'agit d'une étape importante dans les partenariats [EAU-ASS](#). Il permettra la création de plus de quatre mines industrielles reliant les provinces riches en or, en étain et en tantale du [Sud-Kivu](#) et du [Maniema](#). Les deux provinces ont souffert de décennies de violence de la part de groupes armés, dont certains subviennent à leurs besoins grâce au commerce illégal de minerais. Selon un rapport publié le mois dernier par l'Organisation intergouvernementale pour les migrations ([OIM](#)), une recrudescence des attaques contre des civils par des groupes armés non-étatiques dans l'est de la RDC a provoqué le déplacement d'environ un million de personnes depuis janvier 2023 (Cossins-Smith, 2023).

⁸ Caricature sur la double attitude du président de la RD Congo, Félix Tshisekedi ; « Kinshasa (capitale de la RD Congo, D.K.) et Abou Dhabi ont signé un partenariat commercial. La RDC et les Émirats arabes unis s'engagent à travailler ensemble contre la contrebande d'or ». © [Damien Glez](#), [Jeune Afrique](#), 16 janvier 2023.

Le [Qatar](#) a acquis sa réputation internationale actuelle de « partenaire de confiance » grâce à la médiation, qui a débuté dans le [conflit au Yémen](#), a été suivie par la médiation du [Liban](#), du [Soudan](#), de [Djibouti](#), de la [Palestine](#), des [talibans](#) et du gouvernement afghan (Alqashouti, 2021), et plus récemment dans la [guerre en cours entre Israël et le Hamas](#) (Sullivan, 2023). Il a systématiquement utilisé ses relations politiques, ses énormes ressources financières, sa fiabilité et son impartialité, en essayant toujours de se conformer aux [principes de l'ONU](#) et au [droit international](#). Cependant, cela a créé une concurrence négative de la part de certains voisins, prêts à détruire toute réalisation, peu importe ce qui est perdu, simplement pour saper les efforts déployés. Parfois, il s'agit simplement d'une résistance au changement et d'une peur de l'avenir, en particulier entre des élites concurrentes ayant une longue histoire de conflits (Alqashouti, 2021).

Cependant, le confinement du [Qatar](#) par ses voisins a eu de graves conséquences négatives sur son approvisionnement alimentaire. En l'absence d'agriculture nationale, les réseaux logistiques externes du Qatar étaient essentiels pour répondre à ses besoins quotidiens. La nourriture était utilisée comme « arme » (Koch, 2021). Enfin, de nouvelles chaînes d'approvisionnement alimentaire ont été établies, en grande partie avec l'aide de partenaires [iraniens](#) et [turcs](#). Cela démontre que la géopolitique de l'alimentation ne se joue pas simplement sur un territoire géographique abstrait en réponse à la géopolitique dominante, mais que la géopolitique est activement constituée par la nourriture et son approvisionnement, à la fois dans le Golfe et à l'échelle mondiale (Koch, 2021). Enfin, le Qatar recherchait également des investissements agricoles étrangers en [ASS](#). Il a négocié avec le [Kenya](#) en 2009 pour obtenir 40 000 hectares de terres dans le fertile [delta du Tana](#), mais une publicité intérieure négative (les questions foncières sont extrêmement sensibles au Kenya) a suspendu les négociations. Mais le Fonds d'investissement qatari a récemment signé un contrat d'une valeur d'un milliard de dollars pour soutenir les projets d'un conglomérat alimentaire basé à [Doha](#), [Hassad Foods](#), visant à développer 20 000 hectares dans le nord du [Soudan](#) (Abdi, 2017).

Caricature 12: Accaparement des terres en ASS

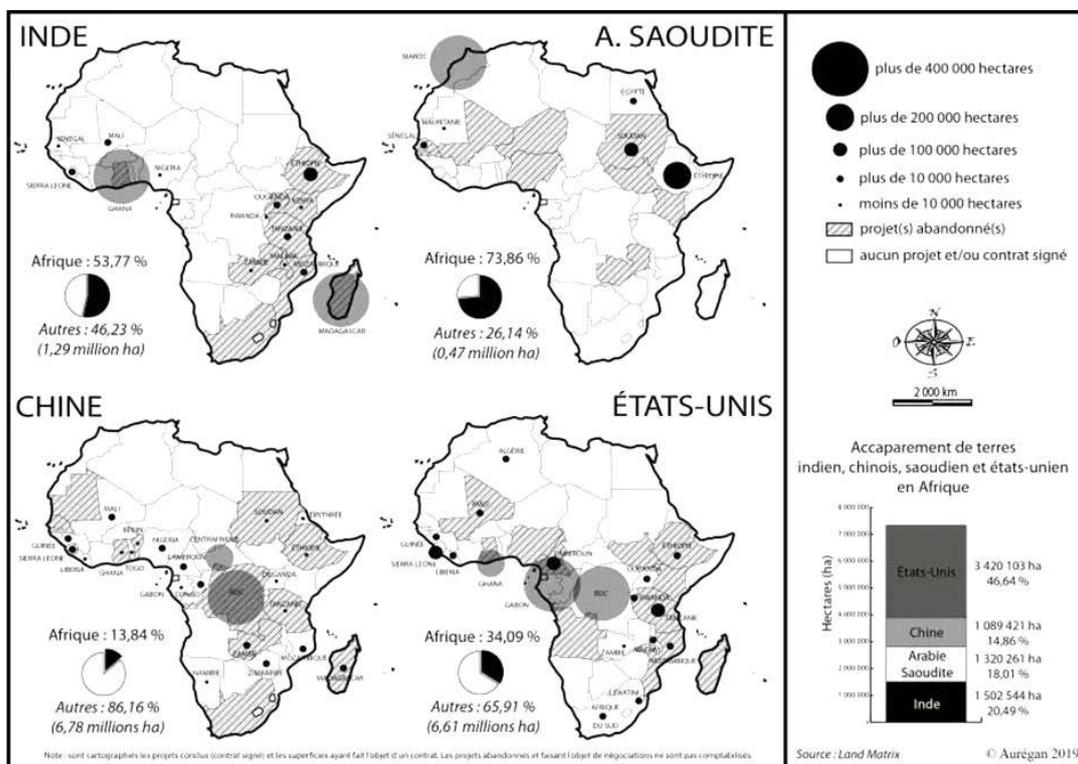


Source: © expo-copertina, Resilience.org

Le [Qatar](#), l'[Arabie Saoudite](#) et les [Émirats arabes unis](#) ont mené l'[accaparement des terres](#) en [ASS](#), signant des traités bilatéraux « d'investissement » et s'engageant dans des accords fonciers agricoles. Le [Ghana](#) et le [Soudan](#), par exemple, ont réagi en créant des « agences d'investissement » pour poursuivre leurs efforts « d'investissement » en Afrique. Cependant, ces accaparements de terres ont eu de graves implications pour la souveraineté économique et

environnementale de l’Afrique et ont provoqué de profondes inégalités et une fragmentation (Mapuranga & Majoni, 2022). Souvent, ces terres ont été confisquées sans respecter les lois nationales sur le [régime foncier](#). Cela limite en partie la capacité des pays africains à contrôler et surveiller efficacement les activités des accapareurs de terres ou des investisseurs étrangers sur les terres louées. Cette lacune dans la gouvernance des terres arables de [l’Afrique subsaharienne](#) a conduit de nombreux partenaires étrangers à utiliser les terres arables à leur propre bénéfice, au détriment de l’initiative de souveraineté alimentaire de l’Afrique. Cela a également contribué à la perception de l’Afrique comme une région maudite en ressources, incapable de nourrir sa population malgré ses partenariats mondiaux et ses vastes ressources foncières (Agunyai & Amusan (2023). La redéfinition des contrats de partenariat et l’implication des communautés locales dans la gestion de ces entreprises au niveau local sont autant de stratégies pour rentabiliser la présence de ces multinationales dans les zones rurales africaines (Iliassou & Geralde, 2023).

Graph 9: Accaparement des terres par certains pays d’Afrique



Source: © Aurégan 2019, Iliassou & Geralde, 2023

3.4 Relations Oman-ASS

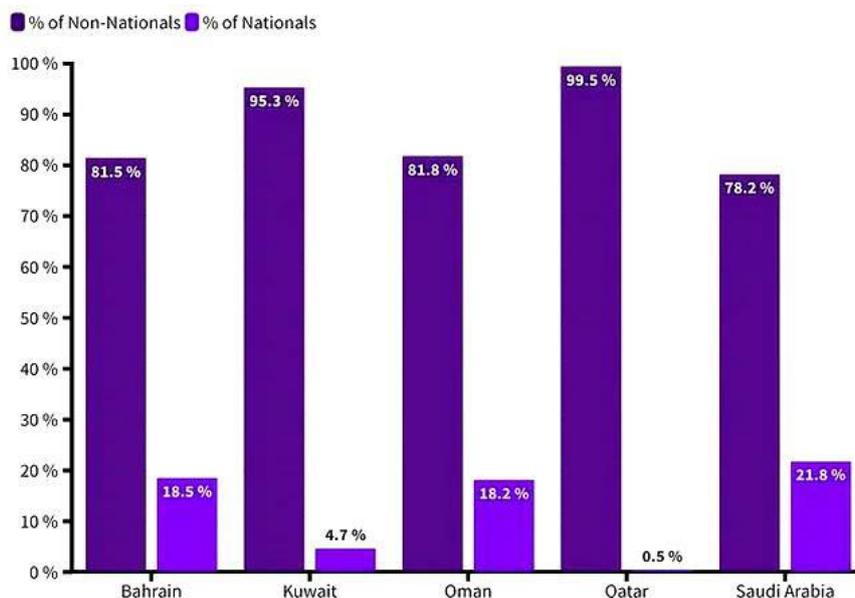
Caricature 13: Des migrantes à Oman, piégées par des employeurs abusifs



Source: © HRW, 2016

De nombreuses familles à [Oman](#), comme dans d'autres États du Golfe, comptent sur des [travailleurs domestiques migrants](#) pour s'occuper de leurs enfants, préparer leurs repas et nettoyer leur maison. Les travailleurs migrants africains sont principalement recrutés en [Éthiopie](#), en [Tanzanie](#) (HRW, 2016) et au [Nigeria](#) (Obadofin, 2022).

Graph 10: Pourcentage de nationaux et de non-nationaux employés dans le secteur privé dans les pays du Golfe (2020)



Source: [Gulf Labour Markets and Migration](#)

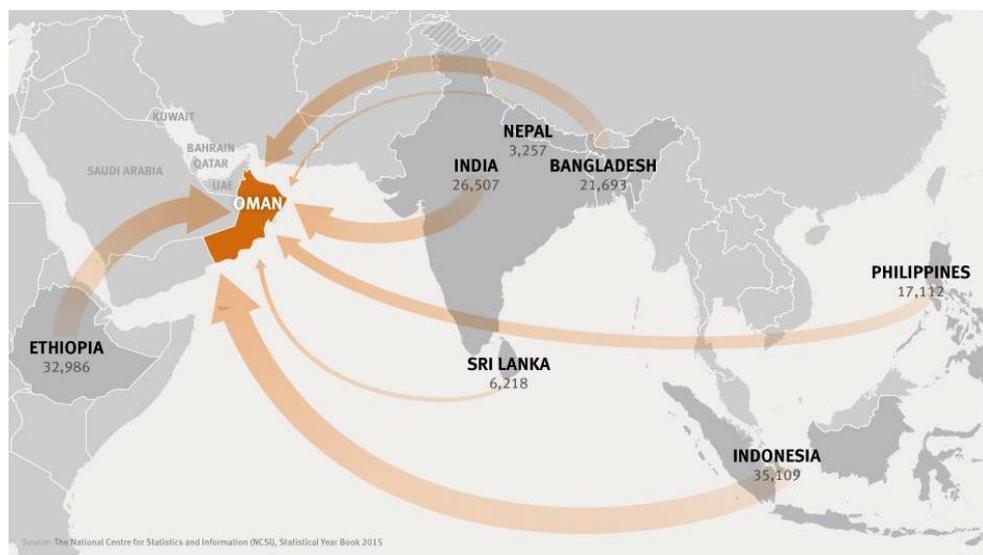
Source: Obadofin, 2022

Cependant, le recrutement de travailleurs domestiques en provenance des pays [d'Afrique de l'Est](#) vers les [États du Golfe](#), y compris [Oman](#), a augmenté. Plus récemment, les migrants africains comprenaient le [Ghana](#), le [Lesotho](#), le [Liberia](#), le [Nigeria](#), la [Sierra Leone](#), [l'Afrique du Sud](#), la [Zambie](#) et le [Zimbabwe](#) (U.S. Dept, 2022).

Les agences de recrutement cherchent à contourner les restrictions et interdictions imposées par certains pays asiatiques ces dernières années sur la migration des travailleurs domestiques

vers le Golfe. Les migrants sont majoritairement des femmes. Il y a au moins 130 000 [travailleurs domestiques migrants](#) dans le pays, mais probablement beaucoup plus dans le [secteur informel](#). Les recruteurs leur promettent un salaire décent et de bonnes conditions de travail (HRW, 2016). Pour certains travailleurs, ces promesses sont en train de se réaliser. Mais pour d'autres, la réalité est sombre. Une fois arrivés, beaucoup se retrouvent piégés par des employeurs abusifs, contraints de travailler dans des conditions d'exploitation, leur sort étant caché derrière des portes closes. [Oman](#) interdit également parfois les travailleurs domestiques de certains pays. En 2016, par exemple, les autorités ont interdit l'emploi de travailleurs en provenance [d'Éthiopie](#), du [Kenya](#), du [Sénégal](#), de [Guinée](#) et du [Cameroun](#) pour des motifs douteux, notamment pour empêcher la propagation de maladies de ces pays africains vers Oman, et parce que des travailleurs de ces pays auraient été impliqués dans certains crimes (HRW, 2016).

Graph 11: *Principaux pays d'origine des migrantes en Oman*
La grande majorité des migrantes sont des travailleuses domestiques



Source: © HRW, 2016

4. Le sort des migrants africains dans la péninsule arabe

Caricature 14: Sponsoring et crise imminente pour la FIFA

le sort des esclaves qui meurent sur les bâtiments de la Coupe du monde au Qatar



Source: © [Griffin, Charles](#), Routledge, 2015

Les changements les plus visibles dans les conditions socioculturelles du système émirati peuvent être observés en [Arabie Saoudite](#), gouvernée par un islam strict depuis des décennies. La révolution sociale rend également le royaume plus attractif aux yeux des étrangers. Les [Émirats arabes unis](#) ont engagé leurs propres changements sociaux à toute vitesse. Au cours des trois dernières années, il a remanié le droit de la famille, longtemps régi par la [charia](#) (loi islamique) (Editor(2023)).

Le [contrat social](#) du Golfe signifiait zéro impôt pour les citoyens et les expatriés. Ce n'est plus le cas. Depuis 2018, quatre des six membres du [CCG](#) ont introduit une [taxe sur la valeur ajoutée](#). Les [Émirats arabes unis](#) introduiront un [impôt sur les sociétés](#) de 9 % en juin 2023. [L'impôt sur le revenu](#) reste un sujet tabou, mais rares sont ceux qui s'attendent à ce qu'il le reste. La vie devient également plus chère à d'autres égards. Les [Émirats arabes unis](#) ont supprimé les [subventions](#) aux carburants en 2015. L'essence reste bonne marché par rapport aux normes mondiales, mais elle est 30 % plus chère qu'en [Arabie Saoudite](#) et près de 150 % plus chère qu'au [Koweït](#). La plupart des pays du Golfe ont augmenté les prix de l'électricité et de l'eau, qui étaient autrefois bien inférieurs aux taux du marché (éditeur (2023)). [Oman](#), qui n'avait pas modifié son tarif de l'électricité depuis 33 ans, a aboli un tarif réduit pour ses citoyens. Ils paient désormais le même prix que les expatriés. Les impôts plus élevés et la baisse des subventions ont rendu la vie plus difficile. Les [expatriés](#) en ressentent également les effets, mais ils continuent à affluer vers le Golfe (Editor(2023)).

Le [chômage](#) des jeunes est devenu un problème sérieux. Les [Émirats arabes unis](#) ne publient pas de chiffres fiables sur le chômage. Toutefois, des estimations non-officielles suggèrent qu'environ 11 % des jeunes sont au chômage. En [Arabie Saoudite](#), 17 % des citoyens âgés de 15 à 24 ans ne trouvent pas d'emploi. À [Bahreïn](#), le chômage des jeunes a presque doublé au cours de la dernière décennie et devrait atteindre 10 % d'ici 2021. Comme les autres États du Golfe, les [Émirats arabes unis](#) tentent d'obliger les entreprises à embaucher davantage de nationaux. Chaque entreprise doit avoir des Émiratis dans 2 % de ses postes locaux. Ce chiffre augmentera chaque année jusqu'à atteindre 10 % d'ici fin 2026. Sur les réseaux sociaux, les Émiratis se plaignent que les étrangers accaparent tous les bons emplois. Les

[expatriés](#) aux Émirats arabes unis, qui représentent environ 90 % de la population, accusent les locaux d'être gâtés et paresseux. De tels arguments auraient été rares au cours des dernières décennies, car les deux groupes avaient peu de raisons d'interagir. Aujourd'hui, ils sont obligés de rivaliser et certains habitants se rendent compte qu'ils ne sont pas préparés (Editor (2023)).

Pour sortir les jeunes chômeurs de la rue, les [Émirats arabes unis](#) ont introduit le [service militaire obligatoire](#) pour les hommes en 2014. Les conscrits titulaires d'un diplôme d'études secondaires servent pendant 11 mois, tandis que ceux qui n'en ont pas passent trois ans dans l'armée. Le service obligatoire a un autre objectif : il favorise le sentiment de [nationalisme](#). Il en va de même pour la [guerre au Yémen](#). Le nationalisme renforce le soutien aux dirigeants à une époque de changements rapides. Les responsables émiratis se demandent depuis longtemps comment réduire le déséquilibre démographique tout en soutenant une économie de 500 milliards de dollars qui repose sur la [main-d'œuvre étrangère](#) (Editeur (2023)). [L'Arabie Saoudite](#) n'a pas de salaire minimum, mais elle exige que les entreprises privées versent à ses citoyens au moins 4 000 [rials](#) (1 066 dollars) un mois pour les prendre en compte dans leur quota de Saoudisation. Les frais plus élevés pour les [permis de travail](#) réduisent l'écart salarial, mais les [migrants](#) restent moins chers (plus de 80 % gagnent moins de 4 000 rials). De plus, le gouvernement ne peut pas augmenter les quotas pour les Saoudiens ou leurs salaires sans écraser le [secteur privé](#) (Editor(2023)).

La [main-d'œuvre migrante étrangère](#) a été indispensable au développement des infrastructures des Émirats. L'immigration de main-d'œuvre dans cette région du monde est sans précédent par son ampleur et sa croissance (Khatib, 2013). Cela constitue à bien des égards une « solution » pour le [capitalisme](#) du Golfe. Tout d'abord, la régulation de la migration par le système de la [kafala](#) rend les travailleurs migrants fortement dépendants de leurs employeurs. Il reflète fortement les besoins des employeurs et le développement économique global en général. Cela se reflète également dans le fait que les travailleurs migrants peuvent être facilement amenés et expulsés du pays (Yalçın, 2015). Deuxièmement, cela empêche les migrants de nouer des liens politiques avec des alliés locaux. Ce faisant, il a fondamentalement sapé la [politique de classe](#) et accentué la différence entre citoyens et non-citoyens sur le plan racial et culturel. Pourtant, la multiplication des manifestations et des grèves spontanées des travailleurs migrants depuis le milieu des années 2000 est un exemple de la capacité des travailleurs migrants à agir et à rendre publiques leurs revendications (Yalçın, 2015).

Les États du [CCG](#) se sont récemment engagés dans des politiques internationales et nationales visant à mieux gérer la population migrante. Compte tenu de la dépendance des États du Golfe à l'égard de la main-d'œuvre migrante et de l'augmentation constante de la migration vers ces États (Aarthi & Sahu, 2021). Les dernières années ont été une période de changement rapide dans le CCG. Après des décennies de discours vides de sens, les réformes dans les États du Golfe sont réelles, mais risquées, car la volonté d'être plus diversifiée et les risques de concurrence aliènent les citoyens (Editeur (2023)). Cependant, un regard sur la [realpolitik](#) de l'immigration de masse menée par les [États du Golfe](#) ont montré qu'ils ont eu recours à des diplomaties migratoires de représailles et de coercition ainsi qu'à l'auto-blanchiment des droits des migrants sur la scène internationale pour façonner les flux d'immigration (Thiollet, 2019). Les États et les acteurs non-étatiques, notamment les hommes d'affaires, les réseaux de migrants et les courtiers, se sont engagés dans des politiques et des pratiques de contrôle. Les politiques et réformes étatiques contingentes des dernières décennies expliquent mieux les processus de gouvernance des migrations que les prix du pétrole et la dynamique du marché, la nature des régimes politiques ou les structures rentières de la politique du Golfe. En bref,

les politiques migratoires sont devenues plus discriminatoires entre les catégories de migrants dans le CCG (Thiollet, 2019).

Les Émiratis veulent devenir des acteurs mondiaux en matière de diplomatie et d'affaires. Toutefois, le [CCG](#) n'est pas un monolithe. [L'Arabie Saoudite](#) et les Émirats arabes unis ([EAU](#)) sont ceux qui ont progressé le plus rapidement. Ensemble, ils représentent plus de 75% de la population du CCG et 70 % de son [PIB](#) de 2 000 milliards de dollars. Les dirigeants des deux pays estiment que le moment est venu d'opérer des changements fondamentaux pour diversifier leurs économies et se préparer à l'ère post-pétrolière (Editeur (2023)). Mais la diversification signifie pousser les citoyens vers un secteur privé pour lequel certains sont mal préparés signifie également des coupes dans les services sociaux, brisant le contrat social paternaliste. Pour compenser, les dirigeants au pouvoir promeuvent de nouvelles formes de [nationalisme](#), tout en poursuivant leurs plans visant à importer massivement des étrangers dans une région où environ la moitié de la population est déjà migrante.

Graph 12: « nous faisons le travail »
Migrants internationaux aux les émirats arabes, 2020



The Economist

Source: Editor (2023), *The Economist*

Quant au scandale international entourant la nomination du Qatar en 2010 comme hôte de la [Coupe du Monde de la FIFA 2022](#), le véritable scandale n'a pas été celui des « dirigeants » corrompus du football ou de la démission tardive de [Sepp Blatter](#). Il s'agit plutôt du bilan effroyable des [travailleurs migrants](#) qui construisaient les stades et les infrastructures, avec près de 2 000 travailleurs qui auraient été tués, selon la [Confédération syndicale internationale](#) en 2015 (Routledge, 2015). En 2021, il a été révélé qu'au moins 6 500 travailleurs migrants étaient morts au Qatar depuis l'attribution de la Coupe du monde. Le nombre total de décès était nettement plus élevé, car ces chiffres n'incluaient pas les décès survenus dans plusieurs pays qui envoient un grand nombre de travailleurs au Qatar, notamment les Philippines et le Kenya (Pattison & McIntyre et al., 2021). L'intensification des relations commerciales bilatérales entre le [Kenya](#) et [l'Arabie Saoudite](#) et la promesse d'emploi ont attiré de nombreuses victimes dans les pièges des trafiquants d'êtres humains (Munania & Odhiambo & Kimokoti, 2022).

Graph 13: Qatar : Abus salariaux parmi la main-d'œuvre migrante



Source: © Holmes, 2020

Selon un rapport de Human Rights Watch ([HRW](#)) publié en 2020, les réformes du travail au [Qatar](#) concernant le paiement des salaires aux travailleurs migrants se sont largement révélées inefficaces. Les abus salariaux parmi les travailleurs migrants persistent. Les travailleurs sont piégés dans des situations de conditions de travail abusives et craignent des représailles s'ils s'expriment (Holmes, 2020). Il existe également un manque général de connaissance de leurs droits légaux en vertu des lois du travail en vigueur dans le Golfe (Ewers & Diop & Le, et al.(2020).

Le corridor de migration de main-d'œuvre [Afrique subsaharienne-États arabes](#) a connu un trafic énorme en provenance des pays africains d'origine des migrants en raison des restrictions imposées au corridor de migration [Afrique-Europe](#). La situation de la migration de main-d'œuvre dans les pays arabes du Conseil de coopération du Golfe ([CCG](#)) a attiré l'attention des gouvernements africains, par exemple pour promouvoir l'afflux de fonds destinés au développement économique. Cependant, certains des principaux pays d'origine des migrants, comme le [Nigeria](#), n'ont pas mis en place de telles mesures de protection. Il était nécessaire de créer une plate-forme interrégionale de coopération entre [l'Union africaine](#) et le CCG pour des partenariats visant à protéger les travailleurs migrants d'[ASS](#) (Akpomera, 2022). Les populations nationales et la communauté internationale ont été bercées dans une forme de [fausse conscience](#) par les efforts de changement de marque du CCG, qui caractérisent la main-d'œuvre étrangère comme l'expression idéale des relations matérielles dominantes pour le développement du pays, excluant ainsi le sort des travailleurs migrants et encadrant le rôle de la main-d'œuvre migrante comme étant simplement accessoire à la restructuration économique moderne et progressive (Sharp, 2021).

Les [travailleurs migrants](#) étrangers ont souvent été retenus en otage en raison des lois nationales sur la dette, qui violent sans doute le droit international (Patrick, 2023). Ainsi, deux hommes sud-africains étaient détenus aux [Émirats arabes unis](#) après avoir été amenés à signer des reconnaissances de dette. Après avoir purgé leur peine, les hommes ont été contraints de vivre sous la véranda de l'ambassade sud-africaine, incapables de quitter le pays tant que cette « dette » n'était pas remboursée. Le [Centre pour les droits de l'homme](#) de [l'Université de Pretoria](#) a déclaré qu'il n'avait d'autre choix que de porter plainte auprès du Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire ([UNWGAD](#)) contre les Émirats arabes unis (Patrick, 2023).

Caricature 14: *Des Sud-Africains contraints de vivre sur la véranda de l'ambassade sud-africaine aux Émirats arabes unis pour six ans d'accréditation*⁹



Source: © Patrick, 2023, [news 24](#), [Change.Org](#), 10 mai 2023

Les [envois de fonds](#) des travailleurs migrants africains dans les pays arabes du Golfe ont également joué un rôle crucial dans le soutien aux familles restées au pays. Dans l'ensemble, les flux d'envois de fonds vers [l'Afrique subsaharienne](#) en provenance de sources mondiales ont augmenté de 6,1 % pour atteindre 53 milliards de dollars en 2022. Cette tendance est largement due à la forte croissance des envois de fonds au [Ghana](#) (12 %), au [Kenya](#) (8,5 %), en [Tanzanie](#) (25 %), [Rwanda](#) (21 %) et [Ouganda](#) (17 %). Les envois de fonds vers le [Nigeria](#), qui représentaient environ 38 % du total des envois de fonds dans la région, ont augmenté de 3,3 % pour atteindre 20,1 milliards de dollars (Banque mondiale, 2023). Quant aux envois de fonds des [États arabes du golfe Persique](#), la baisse des prix du pétrole et son impact sur la croissance depuis 2018 ont affecté les envois de fonds des pays du Conseil de coopération du Golfe ([CCG](#)) (De & Quayyum & Schuettler & Yousefi (2019)). Premièrement, parce que le PIB non-pétrolier est un déterminant clé des sorties de fonds, et que le PIB pétrolier n'est un moteur important du PIB non-pétrolier dans les pays du CCG qu'à long terme. Deuxièmement, historiquement, les prix du pétrole et les envois de fonds ont tendance à évoluer globalement dans la même direction, mais les envois de fonds sont beaucoup moins volatils que les prix du pétrole. La construction et les services gouvernementaux sont deux composantes non-pétrolières du PIB qui sont fortement associées aux sorties de fonds (De & Quayyum & Schuettler & Yousefi (2019)).

En outre, la [pandémie de COVID-19](#) dans les pays du [CCG](#) a contraint les gouvernements à prendre des mesures drastiques, allant des restrictions de l'activité économique au confinement, pour contrôler la propagation du virus. Les pressions économiques auxquelles est confrontée la région du CCG nuisent à leur tour aux travailleurs migrants. Comme la grande majorité de ces migrants viennent de pays pauvres en développement [d'Asie du Sud](#), [d'Afrique](#), [d'Asie de l'Est](#) et du [Moyen-Orient](#) qui dépendent des envois de fonds du CCG, ces pays ont été gravement touchés par les pièges financiers du CCG (Ekanayake, 2020).

Il existe un écart de revenus perçu comme injustifié entre les migrants étrangers dans les pays du [CCG](#) et les professionnels arabes et occidentaux, ce qui peut affecter la productivité des migrants ou les encourager à partir. Cela serait d'autant plus important compte tenu de l'importance sans précédent du recrutement et de la rétention de main-d'œuvre migrante qualifiée, d'autant plus que la main-d'œuvre arabe locale soit ne possède pas les compétences requises, soit préfère les emplois publics aux emplois privés (Alfarhan & Al-Busaidi (2019)).

⁹ Image accompagnant une pétition pour libérer Sello Tsolo des Émirats arabes unis (Patrick, 2023).

Cependant, entre un tiers et trois-quarts de l'écart de salaire horaire réel sont dus à des différences dans les caractéristiques liées à la productivité, le reste étant dû à l'intégration de coûts d'opportunité plus élevés pour les [Occidentaux](#) dans le processus de négociation. L'effet potentiel des perceptions de supériorité générale des Occidentaux n'a pas été confirmé par les études de cas réalisées entre 2012 et 2014. Les revenus relatifs plus élevés des Occidentaux peuvent être attribués à des niveaux d'éducation plus élevés et à une expérience réelle du marché du travail. Les Occidentaux travaillent pour de plus grands employeurs et occupent des postes de direction, qui paient des salaires plus élevés que les autres groupes de migrants. Enfin, par rapport aux [Arabes](#) et aux [Asiatiques](#), les Occidentaux sont confrontés à un coût d'opportunité plus élevé de la migration vers les pays du [CCG](#), ce qui les place dans une position de négociation relativement meilleure pour des salaires plus élevés (Alfarhan et Al-Busaidi (2019). Cependant, aux [Émirats arabes unis](#), il y avait un impact négatif significatif du système [Kafala](#) sur les migrants peu et non qualifiés, alors qu'aucun impact négatif significatif de la politique d'émiratization n'a été observé (Radi, 2019).

Les travailleurs migrants dans les [États arabes du Golfe](#) vivent souvent dans des logements surpeuplés et de qualité inférieure, partageant des chambres, et même des « lits », également appelés « cercueils ». Il s'agit d'un logement partagé, dans lequel une chambre ou un appartement est équipé de plusieurs lits (superposés), comme dans une auberge, et les résidents louent les lits qu'ils occupent (Ngeh, 2021). Le nombre moyen de personnes dans un appartement en colocation varie de quatre à vingt, et la taille des appartements varie également, certains mesurant 1 x 2 mètres et d'autres environ 4 x 5 mètres. Dans certaines auberges, il y a plus de monde que de lits, ce qui signifiait que les gens devaient dormir par terre, dormir à tour de rôle ou partager des lits. Rentrer chez lui n'était apparemment pas une option. Ils sont restés sous la pression exercée pour respecter leurs obligations financières, par ex. pour rembourser les prêts contractés pour payer le coût de la migration et pour envoyer de l'argent à la famille et aux amis proches qui attendent un soutien de leur part parce qu'ils croient qu'il y a de l'argent à [Dubai](#) et dans d'autres émirats. Outre la pression pour rester et envoyer des fonds, les migrants qui se trouvaient dans l'espace de couchage étaient confrontés à une pression sociale pour réussir. Cela était souvent associé à une [mobilité ascendante](#) sur le marché du travail et/ou à une [consommation ostentatoire](#). En conclusion, les inégalités extrêmes à [Dubai](#) ont produit une ville divisée, à savoir le Nouveau Dubai où résident les riches résidents de la ville et le Vieux Dubai (y compris les camps de travail), réservé à ceux qui se trouvent au bas de l'échelle économique (Ngeh, 2021). Cependant, des études de cas ont révélé qu'au moins les migrants ouest-africains ont fait face aux difficultés de ce type de logement. Ils ont sapé et modifié les pratiques d'exclusion établies qui les reléguaient dans des bidonvilles urbains grâce à des réponses stratégiques aux défis de leur vie quotidienne. Leurs expériences et leurs réponses variaient selon le sexe (Ngeh, 2022).

Bien que les femmes migrantes arabes et africaines soient systématiquement discriminées par rapport aux hommes, ces derniers ont tendance à subir les conséquences les plus négatives.

Les [femmes arabes d'Oman](#), par exemple, connaissent des [disparités entre les sexes](#) dans un certain nombre de domaines, notamment la capacité de posséder des biens, leur sécurité personnelle, leur participation à la vie politique, leur accès à l'éducation, aux soins de santé, au marché du travail et gains potentiels. Plus récemment, les jeunes femmes omanaises ont acquis, en plus de leurs responsabilités traditionnelles d'épouses et de mères, les compétences nécessaires pour créer des entreprises en ligne grâce à l'utilisation des [médias sociaux](#). Cependant, dans le processus d'exploitation de leur entreprise, ils se heurtent à plusieurs défis, dont le plus important est l'accès restreint à leur marché cible. De plus, ils ont des engagements envers leur famille, qui interfèrent avec leur capacité à utiliser [Internet](#). De plus, malgré leur volonté d'utiliser les médias sociaux, ils manquent de compétences dans divers

domaines, notamment le marketing des [médias sociaux](#). Même si de plus en plus de femmes omanaises s'aventurent seules pour lancer leur propre entreprise, il existe encore d'importantes disparités géographiques en termes d'accès au financement, de possibilités de formation et d'opportunités d'éducation (Vishwanath, 2022).

Caricature 15: *abus contre les travailleurs domestiques migrants aux Émirats arabes unis*



Source: © Lopez, 2014

Toutefois, ce sont les [travailleuses domestiques étrangères](#) qui en paient le plus lourd tribut. Les [Émirats arabes unis](#), par exemple, attirent à la fois des migrants, hommes et femmes. Depuis le milieu des années 1980, les femmes migrantes ont dominé de plus en plus l'afflux de travailleurs, en particulier dans les secteurs des services domestiques et personnels, occupant des rôles auparavant occupés par des hommes (Sabban, 2002). La durabilité même des ménages des Émirats arabes unis, telle que citée par les employeurs, est directement liée à l'importation continue de travailleurs domestiques. Les travailleurs domestiques étrangers aux Émirats arabes unis sont partout, dans tous les foyers, dans toutes les villes, grandes et petites, et même dans les zones désertiques, aidant les [Bédouins](#) à traire leurs chèvres et à fabriquer du yaourt et du fromage. Les travailleurs domestiques étrangers sont employés dans d'immenses demeures ainsi que dans des foyers caritatifs pauvres. Ils sont faciles à acquérir, à modifier et à échanger. Ils viennent de différentes nationalités, couleurs, religions, niveaux d'éducation, compétences, etc. Le nombre de travailleurs domestiques étrangers est à lui seul supérieur ou au moins égal à celui de la population locale. Les travailleurs domestiques expatriés aux Émirats ont leurs propres problèmes, qu'ils ont amenés avec eux dans le processus de migration. Cependant, ces problèmes sont exacerbés et mal gérés à tous les niveaux au sein du pays d'accueil (Sabban, 2002).

Caricature 16: *Des « jeunes financées » égyptiennes achetées par des émir arabes étrangers beaucoup plus âgés*



Source: © Doa El Adl, Dieudonne & Scherbel-Ball, 2016

Les travailleurs migrants africains viennent principalement d'[Éthiopie](#), mais aussi de plus en plus d'[Erythrée](#), du [Sénégal](#), de [Somalie](#) et du [Soudan](#). Les travailleurs domestiques migrants sont isolés physiquement, psychologiquement, socialement, culturellement et dans tous les aspects de l'existence humaine. Cependant, le degré d'isolement varie. Certaines travailleuses domestiques étrangères vivent dans un environnement d'isolement abusif. D'autres peuvent interagir socialement et surmonter certaines des barrières physiques et psychologiques auxquelles ils sont confrontés. Les travailleurs domestiques aux Émirats sont souvent en situation d'[esclavage](#) sous le parrainage individuel de l'employeur. L'employeur décide de leur sort et contrôle leur vie. La seule différence est qu'ils ne sont ni achetés ni vendus. La domination croissante des travailleurs domestiques fait partie d'un « marché » tacite entre l'État émirati et la [société civile](#) émergente, par lequel l'État offre une vie tranquille en échange d'un contrôle politique absolu (Sabban, 2002). Cela a créé une image internationale négative d'exploitation et de maltraitance des femmes pauvres d'autres régions du monde. La question des mauvais traitements infligés aux travailleurs domestiques étrangers fait l'objet d'une attention médiatique considérable et constitue une préoccupation majeure pour les [ONG](#) et les [organisations de défense des droits humains](#) en dehors des Émirats (Sabban, 2002).

5. Conclusion

Caricature 17: Trump, l'Arabie Saoudite, le Qatar et le terrorisme



Source: © [Gado cartoons](#), 2023

La vision de [Ali Mazrui](#) d'une « Afrabia » unie était donc dès le départ trop idéaliste, unilatérale et loin de la réalité. Les relations entre [Arabes](#) et [Africains noirs](#) depuis le VIIIe siècle après J.-C. ont toujours été largement asymétriques, le [Moyen-Orient](#) étant généralement le donneur et [l'Afrique noire](#) le receveur (Fay, 2022). Dès les VIIe et VIIIe siècles de notre ère, [l'empire islamique](#) a supplanté l'ordre ancien et développé la [traite négrière transsaharienne](#). À mesure que l'Islam se développait à travers les guerres et les conquêtes, les captifs qui refusaient d'accepter l'Islam furent réduits en esclavage. Alors que le besoin croissant de main-d'œuvre dans les cours des dirigeants [d'Afrique du Nord](#) et du [Moyen-Orient](#) à des fins économiques, militaires et de prestige continuait de dépasser l'offre issue de la conquête, les esclaves étaient recherchés de partout. Le travail des esclaves était principalement utilisé dans le secteur des services, par ex. comme cuisinières, nourrices des enfants des maîtres, serveurs des dames de maison et des concubines, mais aussi pour les services militaires et de sécurité (Kehinde, 2023). Les troupes noires composées d'esclaves furent introduites pour la première fois en [Egypte](#) entre 868 et 884 après JC. Les esclaves noirs ont été commercialisés par les [Arabes](#), par exemple en provenance du [Soudan](#), du VIIe

au XIXe siècle (Hasan, 1977). Les soldats noirs étaient souvent utilisés pour contrecarrer les tendances rebelles parmi les soldats locaux en créant un corps de soldats étrangers (Kehinde, 2023). L'esclavage des Africains noirs était justifié par l'idéologie religieusement dissimulée selon laquelle il était légitime d'asservir les Noirs parce qu'ils n'étaient pas considérés comme meilleurs que des animaux. Durant cette période, [l'Afrique noire](#) devient le plus grand dépôt d'esclaves du monde islamique. Une grande partie de l'attitude dégradante envers les Noirs perdure encore aujourd'hui. Elle repose principalement sur la [hiérarchie sociale](#) arabo-centrée qui projette le mépris envers les [cultures africaines](#) (Kehinde, 2023). Alors que les puissances arabes, en particulier après le [Printemps arabe](#), se disputent de plus en plus l'influence et le pouvoir de vote au sein des organisations internationales telles que l'[ONU](#), elles devraient surmonter leurs opinions et attitudes de longue date à l'égard de l'Afrique et de ses peuples et céder la place à des relations fondées sur l'égalité, la compréhension et le respect mutuel (Mbiavanga & Ylönen, 2022). Alors que les acteurs étatiques et les acteurs associés ont récemment été largement responsables de l'expansion de l'influence des puissances du [Moyen-Orient](#), notamment dans la [Corne de l'Afrique](#) et en [Afrique de l'Est](#), les acteurs non-étatiques, tels que les grandes communautés de migrants africains et de la diaspora au Moyen-Orient, ont élargi leurs activités présence de l'Afrique, mais ont aussi parfois servi à perpétuer des préjugés de longue date et des attitudes désobligeantes à l'égard de l'Afrique et de ses peuples (Mbiavanga & Ylönen, 2022).

References:

- Aarathi, S. V. & M. Sahu** (2021): [Migration policy in the gulf cooperation Council \(GCC\) states: A critical analysis](#). *Contemporary Review of the Middle East*, vol. 8(4), pp. 410-434
- Abdi, Rashid** (2017): [A dangerous Gulf in the Horn: How the inter-Arab crisis is fuelling regional tensions](#). *Dehai News online* (Eritrea), 3 August 2017
- Agunyai, Samuel Chukwudi & Lere Amusan** (2023): [Implications of land grabbing and resource curse for sustainable development goal 2 in Africa: Can globalization be blamed?](#) *Sustainability*, vol. 15, no. 14, pp. 1-18
- Aïdi, Hisham & Marc Lynch & Zachariah Mampilly** (2020): [And the twain shall meet: connecting Africa and the Middle East](#). In: H Aïdi, **M Lynch**, **Z Mampilly** : *Africa and the Middle East: Beyond the divide*. Columbia (SIPA), Project on Middle East Political Science (POMEPS) No. 40, pp. 8-18
- Ajayi, Rotimi & Segun Oshewolo** (2009): [Ghaddafi and the African Union: The end of an era?](#) In: Mammo Muchie and Brilliant Mhlanga: *The African Union ten years after: Solving African problems with Pan-Africanism and the African Renaissance*. Africa Institute of South Africa, pp. 3-16
- Akpomera, Eddy** (2022): [Sub-Sahara Africa–Arab states labour migration corridor: Exploitation crisis and emerging trends of protection for migrant workers](#). *Ife Social Sciences Review*, vol. 30(1), pp. 51–59
- Albaih, Khalid** (2020): [Arab Spring cartoon: Now and Then ... and 10 years on](#). *Aljazeera*, 24 December 2020
- Alfarhan, Usamah F. & Samir Al-Busaidi** (2019): [Migrant earnings gaps in Gulf Cooperation Council countries: Employers' perceptions or opportunity costs?](#) *International Labour Review*, vol. 58 (2), pp. 273-295
- Alqashouti, Mirdef** (2021): [Qatar mediation: From soft diplomacy to foreign policy](#). In: Zweiri, M., Al Qawasmi, F. (eds): *Contemporary Qatar*. Gulf Studies, vol 4. Springer, Singapore, pp. 73–92
- Ataman, Muhittin** (2020): [UAE and Israel: Normalization or formalization? The UAE-Israel deal is simple a formalization of bilateral relations under the auspices of the U.S.](#) *SETA, Daily Sabah* 19 August 2020
- Augé, Benjamin** (2020): [Saudi Arabia's policy in Africa: Vectors and objectives](#). *Éditoriaux de l'Ifri, L'Afrique en questions, Ifri WP 52*, pp. 1-6
- Bertrand, M.** (2021). [Bouleversement géopolitique en Afrique: vieilles gloires, nouveaux acteurs](#). *Sécurité globale*, vol. 27, pp. 91-101
- Bishku, Michael B.** (2022): [The Gulf Cooperation Council \(GCC\) states and Sub-Saharan Africa: In search of nfluence, security, and new markets](#). *Journal of South Asian and Middle Eastern Studies*, vol. 45(2), pp. 48-64
- Bouoiyour, Jamal & Refk Selmi** (2020): [The Gulf divided: economic effects of the Qatar crisis](#). *The Forum*, online n.p.
- Callaghan, Louise** (2023) : [Reportage. En Arabie Saoudite, le divertissement se paie d'un dévouement absolu](#). *Courrier International*, 22 June 2023
- Camara, Joseph Boniface** (2021): [La religion, nouvel outil du néocolonialisme en Afrique ?](#) *Recherches Internationales*, vol. 121 pp. 163-183
- Cannon, Brendon J. & Federico Donelli** (2020): [Asymmetric alliances and high polarity: evaluating regional security complexes in the Middle East and Horn of Africa](#). *Third World Quarterly*, vol. 41 (3), pp. 505-524
- Carrard, Claire** (2023) : [Le naufrage en Grèce et le cynisme de MBS](#). *Courrier International*, 21 June 2023
- Cherkas, Bohdan** (2023): [The interests of the Gulf monarchies in the Horn of Africa](#). *Przegląd Politologiczny*, vol. 2, pp. 67-84
- Coates, Oliver** (2023): [West Africa and the Middle East since 1900](#). *African History, Oxford Research Encyclopedia of African History*, 22 February 2023
- Cochrane, Logan** (2021): [The United Arab Emirates as a global donor: What a decade of foreign aid data transparency reveals](#). *Development Studies Research*, vol. 8 (1), pp. 49-62
- Cooney, Nathaniel** (2018): [Sponsorship and the Looming Crisis for FIFA](#). *Soccer Politics, Men's World Cup 2018 Guide*, Soccer Politics Blog, Duke University, <https://wp.me/P2Bq6D-80x>

- Cossins-Smith**, Annabel (2023) : [UAE signs \\$1.9bn mining deal with the Democratic Republic of Congo](#). *Mining Technology*, 18 July 2023
- Dahir**, Abdinor (2022): [Strategic geography in jeopardy: Qatar–Gulf crisis and the Horn of Africa](#). In: Robert Mason & Simon Mabon (eds.): *The Gulf States and the Horn of Africa*, Manchester University Press, 25 Jan 2022, pp. 171–198
- De**, Supriyo & Saad **Quayyum** & Kirsten **Schuettler** & Seyed Reza **Yousefi** (2019): [Oil prices, growth, and remittance outflows from the Gulf Cooperation Council](#). *Economic Notes*, vol. 48 (3), pp. 1-17
- De Waal**, Alex (2019): [Pax Africana or Middle East Security Alliance in the Horn of Africa and the Red Sea?](#) LSE Occasional Paper No. 17. World Peace Foundation, Somerville, Massachusetts, pp. 1-16
- Dieudonne**, Severine & Naomi **Scherbel-Ball** (2016): [100 Women 2016: Female Arab cartoonists challenge authority](#). *BBC, Middle East*, 28 November 2016
- Donelli**, Federico & Brendon J. **Cannon** (2023): [Power projection of Middle East states in the Horn of Africa: linking security burdens with capabilities](#). *Small Wars & Insurgencies*, vol. 34 (4), pp. 759-779
- Dupont**, Pascal (2023): [La Corne africaine dans tous ses États](#). *Revue Défense Nationale*, vol. 860, Issue 5, May 2023, pp. 46-52
- Editor** (2023): [After decades of empty talk, reforms in Gulf states are real—but risky: The push to be more diverse and competitive risks alienating citizens](#). *The Economist*, 9 February 2023
- Ekanayake**, Anoji (2020): [Covid19 pandemic and the labour migrants in the Gulf Corporation Council \(GCC\) region](#). *ResearchGate*, May 2020, pp. 1-9
- Ewers**, M.C. & A. **Diop** & K.T. **Le** et al.(2020): [Migrant worker well-being and its determinants: The case of Qatar](#). *Social Indicators Research*, vol. 152, pp. 137–163
- Fay**, Franziska (2022): [“To everyone who told Zanzis that they are not Omani”: Young Swahili-speaking Omanis’ belonging in postdiaspora Oman](#). *Arabian Humanities*, vol. 15, pp. 1-18
- Freitag**, Ulrike, (2022): [The projection of Saudi Arabian influence in West Africa](#). In: Abdoulaye Soulaye and André Chappatte (eds.): *Islam and Muslim Life in West Africa: Practices, Trajectories and Influences*, ZMO-Studien, vol. 42, pp. 173-206
- Glez**, Damien (2023) : [La RDC et les Émirats arabes unis peuvent-ils vraiment contrer l’« or du sang » ? Jeune Afrique](#), 16 January 2023
- Hasan**, Yusuf Fadl (1977): [Some aspects of the Arab slave trade from the Sudan, 7th — 19th century](#). *Sudan Notes and Records*, vol. 58 , pp. 85-106
- Heibach**, Jens (2020): [Sub-Saharan Africa: A theater for Middle East power struggles](#). *Middle East Policy*, vol. 27(2), pp. 69-80; SSOAR WP 69724
- Holmes**, John (2020): [Qatar: Salary abuses among migrant workforce demonstrate "unsuccessful" Govt. reforms, say HRW](#). *Business and Human Rights Resource Centre*, 24 August 2020
- Hope**, Bradley (2023): [How Saudi Arabia's ruthless prince is manipulating the world](#). London: *The Times*, 18 June 2023
- HRW** (2016): [“I was sold” - abuse and exploitation of migrant domestic workers in Oman](#). *Human Rights Watch*, 13 July 2016
- Iliassou**, Ndam & Ngo Ngoa **Geralde** (2023): « Agro-impérialisme » Via l’accapement foncier par les multinationales en Afrique Subsaharienne : Enjeux et perspectives dans les relations internationales. *Espace Géographique et Société Marocaine*, No. 77-78, pp. 253-272
- Jabo**, Sahabi Maidamma & Umar **Ubandawaki** (2021): [Diplomacy and highpoints in the historical development of Nigeria–Saudi Arabia affinities: A study in Afro-Arab relations](#). *Socialscientia*, vol. 6 (2) , pp. 78-90
- Kepel**, Gilles (2006): [Jihad: The trail of political Islam](#). Belknap Press, 464 p.
- Khatib**, Ahmad (2013): [L'OIT évalue à 600 000 le nombre de travailleurs forcés au Moyen-Orient](#). *La Presse*, (Canada), 9 April 2013
- Kinninmont**, J. (2019): [The gulf divided: The impact of the Qatar crisis](#). Chatham House. United Kingdom, pp. 1-42
- Kehinde**, M. (2023): [Trans-Saharan slave trade](#). In: Bean, F.D., Brown, S.K. (eds.): *Selected topics in migration studies*. Springer, Cham., pp. 27–30
- Koch**, Natalie (2021): [Food as a weapon? The geopolitics of food and the Qatar–Gulf rift](#). *Security Dialogue*, vol. 52(2), pp. 118-134

- Kohnert, Dirk** (2023): [On the impact of the 2023 Sudanese war on Africa and beyond](#). *SSRN WP No. 4473724, MPRA Paper No. 117581*
- Kohnert, Dirk** (2023a): [Does Turkey support development in West Africa? The example of Nigeria, Ghana and Ivory Coast](#). *MPRA WP 117207*
- Kohnert, Dirk** (2023b): [The impact of Israel's Sub-Saharan relations on African migrants in Israel](#). *MPRA Paper 118992, SSRN WPS 4615874*,
- Kohnert, Dirk** (2022): [The impact of Russian presence in Africa](#). *MPRA paper, No. 112564*
- Kohnert, Dirk** (2022a): [Russia and the rise of Islamic terrorism in Sub-Saharan Africa](#). *SSRN No. 4122565*
- Koku, P. Sergius & Allam Abu Farha** (2020): [Other sources of FDI in Sub-Saharan Africa: The case of Gulf cooperation council states](#). *Journal of Business Research*, vol. 119(C), pp. 619-626
- Kourgiotis, Panos** (2020) : ['Moderate Islam' made in the United Arab Emirates: public diplomacy and the politics of containment](#). *Religions*, vol. 11(1), pp. 1-17
- Kusumawijaya, Kresna & Yon Machmudi** (2022): [Qatar foreign policy in Middle East conflict mediation](#). *Journal Middle East and Islamic Studies*, vol. 9 (2), pp. 1-16
- Lavergne, Marc** (2022): [Autour de la mer Rouge, d'ambitieuses 'visions' confrontées à la persistance des menaces](#). *Les Grands dossiers, 2022, Géopolitique des mers et des océans. Tensions sur les mers du globe*, No., 68, pp.53-55
- Lopez, Angelo** (2014): [Migrant domestic workers and the United Arab Emirates](#). *Cartoonmovement.com*, 7 November 2014
- Mapuranga, Lennon & John Majoni** (2022): [Implications of contemporary transnational land grabs on African economic and environmental sovereignty](#). In: Artwell Nhemachena & Munyaradzi Mawere (2020): *Sovereignty Becoming Pulverignty: Unpacking the Dark Side of Slave 4.0 Within Industry 4.0 in Twenty-First Century Africa*. Langaa RPCIG, Cameroon, pp. 261-274
- Mazrui, Ali** (1992): [Afrabia: Africa and the Arabs in the New World order](#). *Ufahamu: A Journal of African Studies*, vol. 20 (3), pp. 51-62
- Mbiavanga, Miguel Ajú & Aleksí Ylönen** (2022): [The Middle East and Eastern Africa intersected: Discussing contemporary connections](#). *Cadernos de Estudos Africanos*, No. 53, pp. 13-39
- Miller, Rory & Harry Verhoeven** (2020): [Overcoming smallness: Qatar, the United Arab Emirates and strategic realignment in the Gulf](#). *International Politics*, vol. 57, pp. 1–20
- Milton-Edwards, Beverley** (2020): [The blockade on Qatar: Conflict management failings](#). *The International Spectator*, vol.55 (2), pp. 34-48
- Mourad, Hicham** (2022) : [Émirats arabes unis, la « Petite Sparte »](#). *Confluences Méditerranée*, vol. 122, pp. 153-166
- Mugurtay, Nihat & Meltem Muftuler-Bac** (2023): [Turkish power contestation with the United Arab Emirates: an empirical assessment of official development assistance](#). *International Politics*, vol. 60, pp. 659–684
- Munania, SM & EOS Odhiambo & SN Kimokoti** (2022): [Nature of human trafficking to Saudi Arabia from Murang'a South Sub-County, Kenya](#). *Open Access Library Journal*, vol.9 (9), pp. 1-25
- Ngeh, Jonathan** (2021): [Living in the shadows of Dubai](#). *Developing Economics*, November 29, 2021
- Ngeh, Jonathan** (2022): ['Bed-space' housing in Dubai: African migrants, ambivalence towards authorities and gender differences](#). *Ethnography*, <https://doi.org/10.1177/14661381221098610>
- Neumayer, E.** (2003). [What factors determine the allocation of aid by Arab Countries and multilateral agencies?](#) *Journal of Development Studies*, vol. 39(4), 134–147
- Nwaezeigwe, Nwankwo T.** (2021): [Black Africa and the Nasser-Gaddafi neo-colonial phenomenon: A historical analysis of the dynamics of Black Africa-Arab relations](#). *Archives of Political Science Research*, vol. 2 (1), pp. 1-14
- Obadofin, Olufunmilayo** (2022): [The invisible figures: The experiences of African migrants in the Middle East](#). *WanaData Africa, Media.com*, 2 September 2022
- Østebø, T.** (2022): [Ethiopia and Saudi Arabia: between proximity and distance](#). Chapter 11, in: Peter G. Mandaville (ed.): *Wahhabism and the World: Understanding Saudi Arabia's Global Influence on Islam*, pp. 29-47
- Oxford Analytica** (2021): [United Arab Emirates will push global ambitions](#). *Oxford Analytica - Emerald Expert Briefings*, 24 August 2021

- Patrick**, Alex (2023): [South Africans forced to live on verandah of SA embassy in UAE for six years accreditation](#). *news 24*, 10 May 2023
- Pattison**, Pete & Niamh **McIntyre** et al. (2021) : [Revealed: 6,500 migrant workers have died in Qatar since World Cup awarded](#). *The Guardian*, 23 February 2021
- Radi**, Sherihan (2019): [Labor Migration to the Gulf Cooperation Council Countries: The Case of low-skilled and unskilled migrant workers in the UAE](#). *International Journal of Novel Research in Humanity and Social Sciences*, vol. 7 (5), pp. 10-20
- Ramutsindela**, Maano (2009): [Gaddafi, continentalism and sovereignty in Africa](#). *South African Geographical Journal*, vol. 91 (1), pp. 1-3
- Reuters** (2022): [Tshisekedi launches construction of Congo's first deep-water port](#). 31 January 2022
- Routledge**, Paul (2015): [The real FIFA scandal is the plight of slaves who die on Qatar's World Cup buildings](#). *The Mirror* (London), 4 June 2015
- Sabban**, R. (2002): [United Arab Emirates: Migrant women in the United Arab Emirates. The case of female domestic workers](#). Geneva: ILO, Gender Promotion Program, pp. 1-62
- Saint Périer**, Laurent de (2018) : [Et si les pays du Golfe utilisaient l'Afrique comme théâtre de guerre par procuration](#). *Le Point*, 23 October 2018 ...
- Saleh**, Mohamed Ahmed (2019) : [La Corne de l'Afrique est au cœur des rivalités entre les pays du Golfe](#). *Human Village*, April 2019 (Human Village 35)
- Sharp**, Kevin T. (2021): [Operation Desert Sunshine Migrant: Labor and the Gulf Cooperation Council](#). *Indonesian Journal of International & Comparative Law*, vol. 107, pp. 107-132
- Sullivan**, Helen (2023): [Hamas has delivered truce response to Qatari officials](#). *The Guardian* (London), 21 November 2023
- Soubrier**, E. (2020). [Les Émirats arabes unis à la conquête du monde?](#) *Politique étrangère*, 2020 (1), pp. 57-66
- Steinberg**, Guido (2020): [Regional power United Arab Emirates: Abu Dhabi is no longer Saudi Arabia's junior partner](#). *SWP Research Paper No. 10/2020*, pp. 1-39
- Thiollet**, Hélène (2019): [Immigrants, markets, brokers, and states: The politics of illiberal migration governance in the Arab Gulf](#). Sciencespo, WP No. 155, pp. 1-36
- Uchida**, H. & A. **Nelson** (2009): [Agglomeration index: towards a new measure of urban concentration](#). Background paper for the World Bank's World Development report, 2009
- U.S. Dept** (2022): [2022 Trafficking in persons report: Oman](#). Oman (Tier 2), U.S. Department of State, Washington D.C., 2023
- Vishwanath**, Bijja (2022): Analysis of role of self-help groups for women empowerment in Oman. *International Journal of Technology, Management and Social Sciences (IJTMSS)*, vol. 1 (1), pp 1-11
- World Bank** (2023): [Remittances Remain Resilient but Likely to Slow](#). 13 June 2023
- Yalçın**, Serhat YalçınSerhat (2015): [Migrant labour in the countries of the Gulf Cooperation Council - A "fix" for Gulf capitalism?](#) *ResearchGate*, pp. 1-20
- Yousef**, Tarik (2022): [Deepening Gulf engagement with sub-Saharan Africa](#). In: *Foresight Africa, top priorities for the continent in 2022*. Africa Growth Initiative at [Brookings](#), 22 February 2022, p. 214
- Zaghlami**, Laeed (2019): [Nurturing trade and investment in the Horn of Africa: The role of Gulf Cooperation Council and other countries](#). *STRATEGIA, Revue des Etudes de Défense et de Prospective* , No. 11, pp. 19-28

Abstract: *[The impact of foreign relations between Sub-Saharan Africa and the Arab Gulf states on African migrants in the region]* - As early as 1991, Ali Mazrui argued that the Red Sea was not suitable for separating Africa from Arabia. For the two were inextricably intertwined through languages, religions (particularly Islam) and identities in both the Sahara and the Red Sea in a historical fusion of Arabism and African identity. Their separation was closely linked to a broader trend in which the white world closed ranks and created a system of global apartheid. The historical origins of the Africa-Middle East divide, i.e. the views of the Red Sea and the Sahara as racial and civilizational boundaries created by European Enlightenment ideology and early colonial expansionism were reinforced by postcolonial authoritarian regimes and Cold War rivalries, as well as by nationalist currents in Africa, the Middle East and North Africa. Saudi Arabia and the United Arab Emirates increasingly viewed the Horn of Africa as their 'Western security flank'. They were united in their desire to prevent the growing influence of Turkey, Iran and Qatar in this part of the world. These Gulf rivalries formed the basis for growing economic cooperation with SSA as well as military support and security alliances, particularly in the Horn of Africa. Saudi Arabia and the United Arab Emirates, which together have become the largest Gulf investors in Africa, compete with each other, particularly with Qatar, which has established embassies in most SSA countries. In addition, state and non-state actors from the Middle East and North Africa were closely involved in the destabilization of the Sahel in the 2010s by providing military, intelligence and ideological support to SSA states and terrorist groups. On the other hand, the Gulf States became increasingly dependent on migrant labour and the steady increase in migration from SSA to these countries, was reinforced by the massive influx from African migrant-sending countries given the restrictions on African migration to Europe. As early as the seventh century AD, Arabia had relied heavily on the slave trade and the supply of labour from SSA, founded on the philosophy that it was legitimate to enslave black people because they were no better than animals. During this time, Black Africa became the largest slave depot in the Islamic world. To this day, there are significant African migrant and diaspora communities in the Middle East. Their presence has at times helped to perpetuate long-standing derogatory views and attitudes towards Africa and its peoples. These attitudes, based on an Arab-centric social hierarchy and expressing contempt for African cultures, remain prevalent today and shape social relationships between employers and African migrants in the emirates of the Arabian Peninsula.

Zusammenfassung: *[Die Auswirkungen der Außenbeziehungen zwischen Afrika südlich der Sahara und die arabischen Golfstaaten über afrikanische Migranten in der Region]* – Bereits 1991 vertrat Ali Mazrui die These, dass das Rote Meer nicht dazu geeignet sei, Afrika von Arabien zu trennen. Denn beide waren durch Sprachen, Religionen (insbesondere den Islam) und Identitäten sowohl in der Sahara als auch im Roten Meer in einer historischen Verschmelzung von Arabismus und afrikanischer Identität untrennbar miteinander verwoben. Deren Trennung sei eng verbunden mit einem allgemeineren Trend, gemäß dem die weiße Welt ihre Reihen schloss und ein System der globalen Apartheid schuf. Die historischen Ursprünge der Kluft zwischen Afrika und dem Nahen Osten, d. h. die durch die Ideologie der europäischen Aufklärung und den frühen kolonialen Expansionismus geschaffene Sicht auf das Rote Meer und die Sahara als Rassen- und Zivilisationsgrenzen, wurden durch postkoloniale autoritäre Regime und Rivalitäten im Kalten Krieg sowie durch nationalistische Strömungen in Afrika, dem Nahen Osten und Nordafrika verstärkt. Saudi-Arabien und die Vereinigten Arabischen Emirate betrachteten das Horn von Afrika zunehmend als ihre „westliche Sicherheitsflanke“. Sie waren sich einig in dem Wunsch, den wachsenden Einfluss der Türkei, Irans und Katars in diesem Teil der Welt zu verhindern. Diese Rivalitäten am Golf bildeten die Grundlage für die wachsende wirtschaftliche Zusammenarbeit mit SSA sowie für militärische Unterstützungs- und Sicherheitsallianzen, insbesondere am Horn von Afrika. Saudi-Arabien und die Vereinigten Arabischen Emirate, die zusammen zu den größten Golfinvestoren in Afrika geworden sind, konkurrieren miteinander, insbesondere mit Katar, das in den meisten SSA-Ländern Botschaften eingerichtet hat. Zudem waren staatliche und nichtstaatliche Akteure aus dem Nahen Osten und Nordafrika in den 2010er Jahren eng an der Destabilisierung der Sahelzone beteiligt, unter anderem durch die Bereitstellung militärischer, geheimdienstlicher und ideologischer Unterstützung für SSA-Staaten und Terrorgruppen. Andererseits wurden die Golfstaaten zunehmend abhängig von Wanderarbeitskräften und der stetigen Zunahme der Migration aus SSA in diese Länder, verstärkt durch den massiven Zustrom aus afrikanischen Migranten-Entsendeländern angesichts der Einschränkungen afrikanischer Migration nach Europa. Bereits ab dem siebten Jahrhundert n. Chr. stützte sich Arabien stark auf den Sklavenhandel und die Bereitstellung von Arbeitskräften aus SSA, begründet mit der Philosophie, dass es legitim sei, schwarze Menschen zu versklaven, weil sie nicht besser als Tiere seien. In dieser Zeit wurde Schwarzafrika zum größten Sklavendepot der islamischen Welt. Bis heute gibt es im Nahen Osten bedeutende afrikanische Migranten- und Diasporagemeinschaften. Ihre Anwesenheit hat zeitweise dazu beigetragen, seit langem bestehende abwertende Ansichten und Einstellungen gegenüber Afrika und seinen Völkern aufrechtzuerhalten. Diese Einstellungen, die auf einer arabisch-zentrierten sozialen Hierarchie basieren und eine Verachtung gegenüber afrikanischen Kulturen zum Ausdruck bringen, sind bis heute vorherrschend und prägen die sozialen Beziehungen zwischen Arbeitgebern und afrikanischen Migranten in den Emiraten der Arabischen Halbinsel.